



**MILLENNIUM CHALLENGE
ACCOUNT - SENEGAL**

LTS01-S



République du Sénégal

*Un peuple - Un but - Une foi
PRIMATURE*

ACTIVITE DE SECURISATION DU FONCIER DANS LE CADRE DU PROJET D'IRRIGATION ET DE GESTION DES RESSOURCES EN EAUX DE MCA SENEGAL

ETUDES D'ETAT DES LIEUX

TACHE 2 : RAPPORT SUR LES SYSTEMES D'ADMINISTRATION DES TERRES

RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET UNE MEILLEURE APPROPRIATION LOCALE DES OUTILS DE GESTION DU FONCIER

Version : 1.02

17 Août 2011

GROUPEMENT CIRAD – FIT CONSEIL – SONED AFRIQUE



INFORMATIONS SUR LE DOCUMENT

TABLEAU DE DIFFUSION

Entité	Destinataires		Objet Diffusion				Paraphe
	Fonction	Nom	RC	RF	A	I	
MCA-Sénégal	Directeur Général	Mr Ibrahima DIA	X				
MCA-Sénégal	Directeur du Projet Foncier	Mr Alain DIOUF	X				
FIT Conseil	Directeur de Projet	Mr Eric THALGOTT			X		
CIRAD	Directeur Général	Mr Pierre FABRE				X	
FIT Conseil	Directeur Général	Mr Fabrice BUNOUF				X	
SONED Afrique	Président Directeur Général	Mr Abdou El Mazide NDIAYE				X	

RC : Revue Contenu – **RF** : Revue Forme – **A** : Application – **I** : Information

TABLE DE L'HISTORIQUE DU DOCUMENT

Version	Date	Paragraphes et pages concernés	Création ou objet de la mise à jour	Auteur
1.00	05/05/2011	Tout le document	Création	Prof. Samba TRAORE, Expert Foncier Dr Abdoul Aziz SOW, Expert Foncier Yves CROSNIER, Chef de mission
1.01	22/06/2011	Tout le document	Prise en compte des modifications émises par MCC / MCA-S	Dr Abdoul Aziz SOW, Expert Foncier Yves CROSNIER, Chef de mission
1.02	17/08/2011	Tableaux et annexes	Prise en compte des observations émises par MCC / MCA-S	Dr Abdoul Aziz SOW, Expert Foncier Yves CROSNIER, Chef de mission

REMARQUE

Chaque révision du présent document doit correspondre à un numéro de version dont le format est : X.YY

Où X : est le numéro de version

Y : est le numéro de mise à jour de la version (indice de révision)

Une version nouvelle correspond à une modification majeure du contenu. Cette décision est prise lors de validation sur proposition de(s) l'auteur(s).

1 Sommaire

INFORMATIONS SUR LE DOCUMENT	2
CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE	5
ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS	6
INTRODUCTION	9
1- NIVEAU D'APPROPRIATION DES OUTILS PAR LES ACTEURS.....	10
1.1 RAPPEL DES OUTILS ET MESURE DE LEUR IMPACT SUR LA SECURISATION FONCIERE	10
1.1.1 LES REGISTRES FONCIERS (COMMUNES, COMMUNAUTES RURALES et OP)	10
1.1.2 LES POAS.....	11
1.1.3 LA CDI	12
1.1.4 LES PUD.....	12
1.2 RESULTATS DE LA BASE DE DONNEES	13
1.3 ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS DE LA BASE DE DONNEES.....	14
2 LES RAISONS DE LA FAIBLE APPROPRIATION	18
2.1 RAISONS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES.....	18
2.2 FAIBLE VULGARISATION DES OUTILS.....	20
2.3 FAIBLE COMPETENCE SPECIFIQUE DES AUTORITES CHARGEES DU CONTROLE ET DES SERVICES TECHNIQUES.....	22
2.4 FAIBLESSE DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS.....	23
2.5 RESISTANCE DES POPULATIONS.....	24
2.6 ABSENCE DE GOUVERNANCE FONCIERE LOCALE.....	26
2.7 EVALUATION DES PLANS DE FORMATION ET DU BUDGET AFFERENT DES COLLECTIVITES LOCALES.....	27
3 LES SOLUTIONS POUR UNE MEILLEURE APPROPRIATION DES OUTILS.....	29
3.1 ACCOMPAGNEMENT ET COMPLEMENTS DES OUTILS	29
3.1.1 Améliorations conseillées au niveau des registres et des titres	29
3.1.2 Améliorations concernant les POAS.....	29

3.1.3	Etudes préconisées.....	30
3.2	– PROPOSITION DE PLAN DE COMMUNICATION	30
3.3	PROPOSITION DE PLAN DE FORMATION DES ACTEURS	31
	CONCLUSION	37
	ANNEXE 1 : Exemple de titre d’affectation à usage d’habitation.....	38
	ANNEXE 2 : Exemple de titre d’affectation à usage agricole.....	39
	ANNEXE 3 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Diama	40
	ANNEXE 4 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Gandon.....	49
	ANNEXE 5 : Rapport des enquêtes qualité dans la commune de Ross Béthio.....	58
	ANNEXE 6 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Ronkh	67
	ANNEXE 7 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Ndiayène Pendao	72
	ANNEXE 8 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Guédé Village	75
	ANNEXE 9 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Podor.....	79
	ANNEXE 10 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de DODEL	83
	Annexe 11 : Répartition par collectivité locale de la « connaissance des outils par les acteurs » dans le département de Podor (selon base de données actuelle)	87
	ANNEXE12 : Modules de formation -CIFA.....	94

CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

PROGRAMME

TITRE	ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE AUX TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE
FINANCEMENT	MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT – SENEGAL
EXECUTANT	CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE
CODIFICATION	MCA / LTS01-S

REALISATION

PAYS	SENEGAL
REGIONS	SAINT LOUIS

CONTRAT

TYPE	FORFAITAIRE
MONTANT	
DEBUT D'EXECUTION	28 SEPTEMBRE 2010
DUREE	12 MOIS
FIN	27 SEPTEMBRE 2011
OBJET	SERVICES DE CONSULTANTS

AVENANT

No 1 du 06 avril 2011

OPERATEURS

CHEF DE FILE	FIT CONSEIL
PARTENARIAT LOCAL	CIRAD et SONED AFRIQUE
SOUS TRAITANCE DECLAREE	Néant

ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS

A / S / A	Signifiant
A	
AHA	Aménagement Hydro-Agricole
APS	Avant Projet Sommaire
ANCR	Association Nationale des Conseils Ruraux
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARD	Agence Régionale de Développement
ASCOM	Assistant Communautaire
C	
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CDI	Charte du Domaine Irrigué
CER	Centre d'Expansion Rurale
CERP	Centre d'expansion rurale polyvalent
CFCSA	CIRAD – FIT Conseil – SONED Afrique (Groupement)
CIFA	Centre Interprofessionnel de Formation Aux Métiers de l'Agriculture
CIVD	Cadres Inter- Villageois de Développement
CLC	Cadres Locaux de Concertation
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CR	Communauté Rurale
CVD	Cadre Villageois de Développement
E	
EXAF	Exploitation Agricole Familiale
F	
FOMAED	Fond de Maintenance des Adducteurs et Emissaires de Drainage
FOMIIG	Fonds de Maintenance des Infrastructures d'Intérêt Général
FOMPII	Fonds de Maintenance des Périmètres Irrigués
FOMUR	Fonds Mutuel de Renouvellement (des stations de pompage et des équipements hydromécaniques)
FPA	Fédération des Périmètres Autogérés

A / S / A	Signifiant
G	
GAF	Gestion administrative du foncier
GAHA	Grands Aménagements Hydro-Agricoles
GIRARDEL	Groupe Interdisciplinaire de Recherches et d'Action en Développement Local
GPS	Global Positioning System
I	
ISRA	l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
M	
MCA	Millénium Challenge Account
N	
NPA	Nouvelle Politique Agricole
O	
OCB	Organisations Communautaires de Base
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
OP	Organisation paysanne
OP	Organisation professionnelle
OP	Organisation de producteurs
OPB	Organisations Paysannes de Base
P	
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales (Financement AFD)
PEI	Plan d'Exécution de l'Inventaire
PLD	Plan Local de Développement
POAS	Plan d'Occupation et d'Aménagement des Sols
Q	
QCM	Questionnaires à Choix Multiples
R	
RTS	Radio Télévision Sénégalaise

A / S / A	Signifiant
S	
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
SIF	Système d'Informations Foncières
SVC	Sections villageoises de coopérative
T	
TDRs	Termes de Référence
V	
VFS	Vallée du Fleuve Sénégal

INTRODUCTION

Les résultats des enquêtes quantitatives et qualitatives mettent en évidence les capacités insuffisantes des acteurs dans la compréhension des outils de gestion des terres, ainsi que des procédures. La faible connaissance des instruments indispensables à la sécurisation foncière dans la zone du projet part aussi d'une appropriation insuffisante de ces outils par les acteurs institutionnels et non institutionnels qui doivent les employer.

L'absence de formation spécifique des acteurs à la problématique foncière constitue l'une des causes majeures de la faiblesse des capacités à appréhender et à s'approprier les outils. En outre, la non participation ou implication totale ou partielle à la conception et l'élaboration des outils, ainsi que la précipitation observée parfois à les proposer, l'inadaptation du discours, la lenteur dans les processus, la finalisation en dents de scie des outils comme les POAS ainsi que l'inégalité entre collectivités dans les délais d'élaboration et de livraison, constituent les causes et en même temps les contraintes à une bonne appropriation des outils. On peut y ajouter, sans être exhaustif, d'autres facteurs liés à une absence de connaissance et de maîtrise des textes qui régissent le foncier et les ressources naturelles, ainsi que la lenteur dans la mise en place des structures de gestion des outils, etc.

Pour remédier à cela, il faudra faire d'abord un constat clair tant au niveau des acteurs qu'à celui des outils, travail déjà bien documenté dans le livrable 2.4 relatif à l'évaluation des outils de sécurisation foncière, en vue de faire des recommandations, notamment appuyer un plan de formation à même de prendre en compte l'ensemble du phénomène, afin d'assurer le renforcement des capacités sur des outils adaptés.

La démarche consistera à faire un état des lieux des niveaux d'appropriation des outils, après un rappel de ces outils et les circonstances dans lesquelles ils sont élaborés et mis en œuvre, avant d'analyser les résultats de la base de données des enquêtes sur la question et de tenter d'en déterminer les causes, assez variées et de faire des recommandations générales et spécifiques liés à chaque outil ;

1- NIVEAU D'APPROPRIATION DES OUTILS PAR LES ACTEURS

Les différents rapports sur les outils de sécurisation foncière¹, de même que les enquêtes de terrains ont montré que le niveau d'appropriation des populations est très faible et exige la mise en place de stratégies de communication et de formation à l'endroit des différents acteurs. D'où l'intérêt de rappeler les outils de sécurisation foncière d'une part, avant d'analyser, interpréter et quantifier, chiffres à l'appui, avec l'aide des informations contenues dans la base de données, ce niveau de connaissance, de maîtrise et d'appropriation de la part des acteurs locaux.

1.1 RAPPEL DES OUTILS ET MESURE DE LEUR IMPACT SUR LA SECURISATION FONCIERE

1.1.1 LES REGISTRES FONCIERS (COMMUNES, COMMUNAUTES RURALES et OP)

Les registres fonciers sont au nombre de trois : le registre des délibérations des Communautés, le livre foncier des communes et le registre des OP.

En effet, le législateur, dans un souci de transparence et sécurité des affectations au profit de tout détenteur de droit sur la terre, a subordonné celles-ci à la publication dans un registre. Par registre, il faut entendre le document dans lequel sont consignés, au niveau des communautés rurales, toutes les affectations et désaffectations, régularisation de parcelles relevant juridiquement du domaine national.

Si dans le cadre du domaine privé de l'Etat et du domaine privé des particuliers le service de la conservation foncière et des hypothèques (service des Domaines) gère les droits de propriété foncière, au niveau du domaine national, la mission revient de droit aux communautés rurales et aux communes. D'ailleurs, l'article 18 du décret 72-1288 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national dispose en substance que « *toute affectation et désaffectation de terre doit faire l'objet d'une notification aux intéressés. Dans tous les cas où cela sera possible elle sera faite par écrit dont les doubles seront versés au dossier foncier, prévu à l'article 21. L'affectation et la désaffectation font également l'objet d'une publication par les moyens les plus appropriés. Dans tous les cas, la décision d'affectation ou de désaffectation est mentionnée au registre foncier prévu à l'article 21. L'inscription à ce registre vaut preuve en matière de droit d'usage. Toute personne intéressée par une affectation ou une désaffectation signe au dossier foncier ou y appose son empreinte digitale à la suite de la décision la concernant.* »

L'état de ces outils (registres) est alarmant. La qualité des outils est très variable selon les Collectivités locales. Dans la pratique, il n'existe pas de méthode et de contenu homogènes, faute de référent réglementaire précis. Si les textes ont prévu les dossiers et les registres fonciers dans la gestion des terres par les collectivités locales, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas proposé un modèle standard à suivre, à respecter. Des instructions administratives ne sont pas non plus venues

¹ Livrable 2.3 : Acteurs de l'administration des terres et Livrable 2.4 : Evaluation des outils de gestion du foncier

préciser les modalités pratiques. Les grandes difficultés notées à ce niveau ont trait à l'inexistence d'une politique de mise à jour des registres fonciers, et à un défaut ou faible conservation, ainsi que celles liées à l'accès à l'information foncière etc.

Les mêmes difficultés sont notées pour les livres fonciers des communes, à l'image des registres fonciers des communautés rurales, dans la lisibilité, la mise à jour, l'archivage et la conservation.

Concernant les organisations paysannes (OP), les textes ne prévoient pas pour elles de registre foncier. Mais dans la pratique, les OP jouent un rôle important dans l'accès au foncier et sa gestion (voir supra document déjà cité), car elles sont affectataires et en même temps répartitrices de terres et par conséquent obligées à la tenue de certains documents, qui peuvent être appelés sous leurs différentes formes des registres fonciers. En effet, des registres ont existé durant la période d'encadrement rapproché des exploitants par la SAED qui concevait l'outil et veillait à sa tenue ; elle en avait besoin pour contrôler le paiement de la redevance hydraulique, la facturation des façons culturales, etc. Suite au désengagement de l'Etat, beaucoup d'OP n'ont pu maintenir l'outil ou en ont tenu sous des formes dépréciées. Pourtant, dans la situation actuelle et beaucoup plus que par le passé, leur rôle ne se limite pas seulement à redistribuer les parcelles, mais aussi à suivre les principes de mise en valeur déterminés par les textes statutaires ou réglementaires les régissant et les engagements vis-à-vis de partenaires «(banques, projets, etc.), la circulation (mutation) des parcelles ainsi que les retraits et réattribution à d'autres bénéficiaires.

Il n'existe aucun modèle prédéfini de document (registre /) foncier, la plupart des OP traitées dans le cadre de cette étude se contentant de tenir des « registres » sous la forme de cahier d'écolier ou de feuilles volantes.

Les OP enquêtées jusques là disposent rarement de document listant les attributaires initiaux avec la superficie attribuée à chacun, sans autre information. Généralement pour chaque campagne, il est dressé la liste des exploitants (ceux qui ont cultivé durant la campagne) avec, quelquefois, la superficie par exploitant. Ce document (cahier d'écolier ou feuille de papier) tenu par le président sert à contrôler les différentes cotisations arrêtées à l'assemblée de préparation de la campagne pour régler les charges collectives de campagne (achat du gasoil, salaire du pompiste, salaire du magasinier, etc.).

Le modèle de registre proposé pour les OP (voir livrable 3.3) est nouveau et tient compte des exigences d'une bonne tenue de document foncier et d'un suivi de l'information foncière sur un long terme au niveau des OP. Les Informations concernent l'identification de l'OP (domiciliation, date création, statut, nombre adhérents) et caractérisation de la terre affectée (numéro, superficie), la liste des membres avec, pour chacun, la superficie initiale attribuée, celle mesurée et les changements ou transactions intervenus. Le modèle prend aussi en charge le suivi (très léger) des superficies cultivées, chaque campagne, par chaque membre.

1.1.2 LES POAS

Les POAS trouvent leur fondement juridique dans la législation sur la décentralisation avec le transfert du foncier, de la planification et de l'aménagement du territoire aux collectivités locales. En effet, l'article 195 du Code des Collectivités locales (CCL) dispose en substance que le conseil rural délibère en toute matière pour laquelle compétence lui est donnée par la loi notamment sur le plan général d'occupation des sols, sur la création, la délimitation et la matérialisation des chemins du bétail

à l'intérieur de la communauté rurale. Quant au cadre réglementaire, il est essentiellement constitué par les décrets d'application de la décentralisation et plus particulièrement le décret 80-268². Elaborés dans plusieurs communautés rurales de la Vallée, les POAS souffrent d'énormes difficultés de mise en œuvre.

1.1.3 LA CDI

Quant à la CDI, elle a été le résultat d'un processus, de larges et profondes discussions entre les acteurs institutionnels (démembrements de l'Etat, collectivités locales) et professionnels (exploitants agricoles, industries publiques et privées, autres préleveurs) pour réaliser un consensus sur des règles d'utilisation du domaine irrigué. Il est important de noter que les travaux se sont appuyés avant tout, sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur concernant ces ressources et ont pris en compte ceux sur l'environnement et la décentralisation. Ainsi, la charte est un document de référence en matière d'attribution et d'utilisation du domaine irrigué, mais elle n'a pas force de loi. Son efficacité réside dans l'adhésion des institutions et acteurs qui en furent les signataires. Les constituants en sont : i) L'engagement de l'attributaire (joint à la décision d'affectation) à se conformer à la charte ; ii) la Charte elle-même, signée des différents partenaires (les collectivités locales et l'Etat, à travers la SAED et le Gouvernement). Revêtue du sceau de l'administration avec l'arrêté du premier ministre, la CDI bénéficie aujourd'hui d'une force légale avec des principes de base consensuels. Il demeure aujourd'hui que son défi est double : d'abord sa vulgarisation et ensuite, son utilisation effective ; deux défis qui méritent d'être relevés pour en assurer l'efficacité.

1.1.4 LES PUD

Les PUD restent l'apanage des collectivités locales urbaines et rurales, exclusivement aux communes. C'est un outil essentiel dans la gestion de l'espace urbain, mais il souffre d'une faible appropriation de la part des populations (et des décideurs) qui ne respectent pas souvent les zonages prévus. Les PUD contiennent toutes les informations relatives aux affectations des terres des zones urbaines à usage d'habitation et à usage agricole, les permis d'occuper et de construire, les mentions sur les domaines des particuliers et de l'Etat, ainsi que, en tant que plan, la situation de toutes les infrastructures, de tous les équipements collectifs réalisés ou à réaliser sur l'espace communal ainsi que les zones d'extension du périmètre communal ; Ces informations permettent de suivre l'exécution du plan de masse et leur portée est surtout économique et sociale.

Le tableau suivant permet de récapituler l'ensemble des outils de sécurisation foncière ainsi que les différentes interactions qu'ils entretiennent avec les acteurs utilisateurs et associés.

² Décret 80-268 du 10 mars 1980 portant organisation des parcours du bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages.

Tableau récapitulatif des liens entre outils de sécurisation et acteurs impliqués

Outil	Objet	Acteurs utilisateurs	Acteurs associés
Registre foncier CR	Enregistrement des droits d'affectation, de désaffectation, régularisation	Conseil rural	Sous-préfet, CADL, commission domaniale
Livre foncier des communes	Enregistrement des droits d'usage, des particuliers et des permis d'occuper et de construire	Conseil municipal	Préfet
Registre foncier OP	Enregistrement des droits d'attribution	Bureau OP	SAED
POAS	Régulation des usages de l'espace	Conseil rural	Sous-préfet, CADL, SAED
CDI	Conditions d'exploitation de l'eau et normes de mise en valeur	Conseil rural	Sous-préfet, CADL, SAED
Fonds de maintenance	Pérennisation des aménagements structurants	SAED, OP	Conseil rural
PUD	Gestion de l'habitat et des infrastructures en milieu urbain	Conseil municipal	Cadastre, Service des Domaines Urbanisme Préfet

1.2 RESULTATS DE LA BASE DE DONNEES

Deux des questions posées aux enquêté (e)s portaient sur la perception des acteurs et sur celle des outils. Les réponses (sur la BBD actuellement disponible) figurent aux tableaux ci-après.

Question (4.1) « Connaissance des acteurs »

Acteurs	Nombre			%		
	Oui	Non	Non renseigné	Oui	Non	Non renseigné
<i>Conseil rural</i>	1163	878	0	57,0%	43,0%	0,0%
<i>Commission Domaniale</i>	696	1345	0	34,1%	65,9%	0,0%
<i>Sous Préfet</i>	1212	829	0	59,4%	40,6%	0,0%
<i>CADL</i>	428	1613	0	21,0%	79,0%	0,0%
<i>Chef de village</i>	1809	232	0	88,6%	11,4%	0,0%
<i>Conseil municipal</i>	629	1412	0	30,8%	69,2%	0,0%

Question (4.2) « Connaissance des outils »

Outils	Nombre			%		
	Oui	Non	Non renseigné	Oui	Non	Non renseigné
POAS	349	1692	0	17,1%	82,9%	0,0%
CDI	346	1695	0	17,0%	83,0%	0,0%
Registre Foncier	334	1707	0	16,4%	83,6%	0,0%
Délibération du Conseil rural	455	1586	0	22,3%	77,7%	0,0%
Autorisation d'occuper	326	1715	0	16,0%	84,0%	0,0%
Titre Foncier	519	1522	0	25,4%	74,6%	0,0%
Bail par l'Etat	119	1922	0	5,8%	94,2%	0,0%
Droit de superficie	96	1945	0	4,7%	95,3%	0,0%

Cette analyse porte sur l'ensemble de la base de données du prestataire en date du 07/04/2011. Les valeurs présentées sont provisoires et sont amenées à évoluer avec l'apport de nouvelles informations

Les détails par collectivité locale figurent en **annexe No 11**.

1.3 ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS DE LA BASE DE DONNEES

Lors des enquêtes foncières du prestataire une rubrique était consacrée aux déclarations de l'exploitant sur sa connaissance des acteurs et des outils. Les acteurs étant chargés de mettre en œuvre les outils de sécurisation foncière, cette interrogation trouvait toute sa pertinence et permettrait à l'occasion, de mesurer le niveau d'appropriation de ces outils. A l'analyse, il apparaît qu'il y a de nettes différences dans la connaissance des acteurs impliqués directement dans la gestion foncière.

En ce qui concerne le **Sous-préfet**, qui est l'autorité de contrôle de la légalité des actes des communautés rurales, 59,4 % des enquêtés affirment en connaître l'existence, contre 40,6 % qui ont répondu par la négative. A l'analyse, ces chiffres sont révélateurs du rôle que le Sous-préfet, en tant que représentant des autorités administratives au niveau de l'arrondissement joue dans la gouvernance locale en général et dans la gouvernance foncière en particulier. En effet, cette autorité est connue par les citoyens locaux à cause de ses interventions fréquentes dans la gestion des conflits fonciers, mais aussi en tant qu'autorité supérieure dans la zone. Il n'empêche que les personnes affirmant ne pas connaître le Sous-préfet sont en terme de pourcentage assez importantes. Cela pourrait aussi s'appréhender comme un désintérêt apparent du côté des populations et/ou une distance bureaucratique de la part des autorités envers ces citoyens locaux. L'explication peut aussi se trouver ailleurs, particulièrement dans la distance entre le siège de la sous-préfecture et les zones des communautés rurales (villages, hameaux etc....).

Par ailleurs, les enquêtés affirment à 57 % connaître le **conseil rural** contre 43 % à l'inverse. A cet égard, il faut rappeler que le processus de décentralisation au Sénégal date des indépendances et même avant (depuis la création en 1872 des 4 communes de pleine exercice au Sénégal : Saint-Louis, Gorée, Rufisque et Dakar)). Les communautés rurales seront créées en 1972 et celles de la vallée ne furent effectives que dans les années 80. Ce qui leur donne une existence de plus de 30 ans, justifiant ainsi dans une certaine mesure sa connaissance par les acteurs locaux. Cependant, ce pourcentage ne doit pas masquer les 43% d'enquêtés qui estiment ne pas connaître ou reconnaître le conseil rural. Cette institution qui gère les affaires locales (compétences générales et compétences transférées) est relativement méconnue par les populations à cause du manque d'information, de communication, mais aussi de réalisations effectives visibles au sein des villages formant la communauté rurale. Le citoyen local étant par nature très sensible à la prise en charge de la demande sociale quotidienne (mise en place d'infrastructures, affectation de terres du domaine national, distribution de semences ou de vivres de soudures etc.), sa reconnaissance ou non envers le conseil rural dépend largement du degré de satisfaction de ses besoins primaires, au-delà des aspects purement politiques voire politiques.

Au niveau des **communes** (plus spécifiquement de la commune de Podor), 69,2 % estiment ne pas connaître le conseil municipal, au moment où, seul 30,1 % affirment le contraire. Organe délibérant chargé de la gestion des affaires locales de la commune, le conseil municipal aurait dû être mieux connu, mais il faut reconnaître, pour atténuer cette méconnaissance, que ce sont surtout les populations relevant des communautés rurales, en terme de pourcentage, qui ont été enquêtées.

Dans cette même dynamique, le **Centre d'Appui au Développement Local** (CADL), chargé de l'appui technique du conseil rural, semble être méconnu ou mal connu par les cibles des enquêtes. Il est curieux de constater que seules 21 % ont apporté une réponse positive contre 79 % de réponses négatives. Les raisons de l'ignorance de ce service technique incontournable au niveau des collectivités locales se trouvent sûrement dans sa faible présence et ses rares interventions effectives au niveau local. Rappelons qu'en réalité ce service intervient le plus souvent dans l'appui à la commission domaniale pour l'établissement de plans fonciers, la délimitation des parcelles du domaine national affectées les alignements et régularisation. Toutefois, ces services, pour la plupart sont dépourvus de moyens matériels et logistiques (véhicules, carburant, motivations supplémentaires etc.), d'où les rares interventions ponctuelles qui font que leur présence et leur utilité ne soient pas réellement senties par les populations locales.

La **commission domaniale** chargée spécifiquement d'appuyer techniquement le conseil rural dans l'étude des demandes d'affectation et de désaffectation des terres semble elle aussi peu connue pour ne pas dire inconnue de la part des populations locales. Seuls 34,1 % contre 65,9 % disent en connaître l'existence et par conséquent ses missions et compétences dans la gouvernance foncière locale. Les justifications se trouvent d'abord dans la composition de cette commission (formée uniquement de conseillers ruraux et de chefs de villages) et ensuite dans son mode de fonctionnement qui, est parfois très informel et obscur. Organe central dans la pratique au sein des communautés rurales, les commissions domaniales se sont parfois arrogé des compétences en dehors des textes sur la décentralisation et sur le transfert des compétences. Initialement conçues comme une commission ad hoc, donc spéciale et devant disparaître après les délibérations foncières et l'installation des attributaires sur les parcelles définitivement affectées, les commissions domaniales se sont presque toutes pérennisées. Il n'est pas rare de voir des présidents de commissions domaniales affecter directement des parcelles en procédant à la délivrance de titres d'affectations où sont apposés leurs propres signatures et tampons (cas des « bureaux-cartables »). L'autre grande difficulté de ces

commissions domaniales se situe dans leurs modalités de fonctionnement. Très souvent, ces commissions ignorent littéralement les chefs de villages, autorités administratives mais aussi coutumières, qui sont des membres de droit de cette commission. D'où de fréquents conflits entraînant des difficultés, voire l'impossibilité d'opérer certaines affectations ou installations d'affectataires préalablement délibérées par le conseil rural. Ne procédant qu'à de rares opérations d'installation, la commission domaniale est méconnue largement par les citoyens locaux et nécessite aussi son élargissement pour plus de transparence et de participation dans la gouvernance du foncier rural.

Quant aux **chefs de villages**, les chiffres sont assez évocateurs : 88,6 % contre 11,4 %. Ces résultats ne sont pas surprenants lorsqu'on sait par avance les statuts des chefs de village, cumulant leur fonction administrative avec leur statut traditionnel de propriétaire terrien ou de notable patenté au sein des communautés rurales. Au-delà même de leurs rôles administratifs prévus par les textes juridiques, les chefs de villages incarnent l'autorité sur tous les plans (état civil, affectation de terres, distribution des semences, recouvrement de la taxe rurale etc.), autant de raisons qui font d'eux des acteurs connus et reconnus au sein des communautés rurales.

Concernant les **outils** de sécurisation foncière, il faut rappeler que le questionnaire d'enquête avait uniquement listé les principaux, susceptibles d'être rencontrés dans les zones d'enquête : il s'agissait des POAS, de la CDI, des registres fonciers, des contrats de bail, des droits de superficie, du titre foncier et des autorisations d'occuper. Tous ces outils participent à une meilleure sécurisation du foncier à l'heure où une véritable réforme foncière tarde à voir le jour. Ils peuvent être abordés en distinguant d'abord les registres (des délibérations et foncier), ensuite, les droits d'occupation détenus par les affectataires (autorisation d'occuper, droits de superficie, bail et titre foncier) et enfin, les nouveaux outils de sécurisation foncière (POAS et CDI).

En ce qui concerne les registres, 83,6 % contre 16,4 % des enquêtés avouent ne pas connaître l'existence du **registre foncier** tandis que 77,7 % contre 22,3 % estiment aussi ignorer le **registre des délibérations**. A l'analyse il apparaît que ces deux outils, même classiques ne sont ni connus, ni maîtrisés par les enquêtés. En effet, destiné à contenir toutes les délibérations, y compris les décisions d'affectations des terres, le registre des délibérations est un document méconnu par les acteurs du fait de son inaccessibilité. Souvent bien enfermé dans le coffre du Président de la communauté rurale, et s'il n'est pas même à son domicile, le registre des délibérations est un document très secret de par son contenu, mais aussi de par son utilisation. En même temps que le registre foncier, il est sujet à beaucoup de critiques en ce sens que, selon les dirigeants en place, il est souvent manipulé, modifié, déchiré, raturé, ou simplement caché. En outre, l'accès aux documents administratifs étant un droit fondamental pour tout citoyen, il faut noter que ces derniers, soit n'ont pas l'instruction nécessaire pour y accéder, soit n'ont pas toujours le réflexe d'exiger la consultation de ces outils fonciers pour une vérification du contenu. En principe, dans la plupart des communautés rurales enquêtées, il existe un registre des délibérations et un registre foncier, même si la tenure et la conservation font défaut. Cette ignorance de ces outils s'explique par la faible implication des populations dans la gouvernance foncière, leur rôle s'arrêtant au seul droit de demande d'affectation de terres. Et pourtant, la consultation périodique de ces registres aussi bien par le conseil rural que par les citoyens permettrait d'amoindrir les conflits fonciers en faisant baisser les doubles affectations.

Quant aux **droits détenus** par les affectataires, il faut signaler que certains titres seront rarement rencontrés dans les zones d'enquête : il s'agit des titres fonciers et des droits de superficie et des concessions de bail. Pour rappel, le titre foncier est un droit de propriété définitif et inattaquable sur un immeuble (bâti ou non) et garantit au propriétaire une occupation permanente et durable. Or, au

regard de la particularité du domaine national à travers le droit d'usage, seul un titre d'affectation (d'occupation) peut être délivré à l'affectataire. Ce **titre d'affectation** délivré par le conseil rural est matérialisé par un « extrait de délibération » selon un modèle-type assez répandu (exemple en **annexe**) indiquant les données personnelles de l'affectataire, la localisation administrative et l'usage de la parcelle (usage d'habitation ou agricole). Ce document (papier), signé par le Président du Conseil rural, est directement remis à l'affectataire mais uniquement en cas de demande. L'absence d'une précision sur les délais de mise en valeur (qui certes ont été mieux détaillés dans la Charte du Domaine irrigué même si son application fait défaut) a poussé les collectivités locales à uniformiser un délai de deux ans pour toute affectation du domaine national.

Quant à la **concession du droit de superficie**, il n'est possible qu'à l'égard des terrains de domaine privé (généralement celui de l'Etat) situés dans une zone résidentielle dotée d'un plan d'urbanisme de détail et destinés : soit à la construction par l'attributaire d'une habitation individuelle répondant à ses besoins ; soit à la construction d'habitations individuelles ou d'immeubles collectifs à usage d'habitation par toute personne se consacrant avec l'agrément de l'Etat, au développement de l'habitat. Quant à l'autorisation d'occuper à titre précaire et révocable, il est accordé lorsque le terrain est situé dans une zone non encore dotée d'un plan d'urbanisme ou dont le plan d'urbanisme doit être révisé dans un délai rapproché. S'agissant du bail (ordinaire ou emphytéotique), il confère au preneur un droit de jouissance pour une durée déterminée selon des conditions fixées par le code du domaine de l'Etat. Tout ces droits seront faiblement connus par les populations locales qui ne se trouvent pas dans ces situations juridiques au regard de la loi sur le domaine national qui ne leur confère qu'un droit d'usage. D'où le constat fait au niveau de la base de données qui nous révèle que cette situation concerne seulement 4,7% des enquêtées pour les droits de superficie, contre 5,8 pour les baux, 16% pour les autorisations d'occuper et 25,4 % pour les titres fonciers. Ces chiffres confirment les présupposés dans la mesure où ces droits sont intimement liés au domaine de l'Etat.

Concernant les nouveaux outils, les chiffres démontrent leur faible connaissance par les acteurs. En effet, seul 17% des enquêtés ont répondu par l'affirmative. Les raisons sont principalement liées à leur nouveauté dans les communautés rurales. En outre, les POAS ne sont qu'une première étape du processus, mais ne suffisent pas à eux seuls à renforcer la sécurisation foncière des usagers locaux ; qui plus est, la mise en œuvre n'est pas encore effective, à part Ndiayène Pendao et Gandon. Mais, l'opération POAS a initié une réflexion nouvelle (innovatrice). L'existence de règles officielles au niveau de la Communauté Rurale (CR) est reconnue et bien appréciée, « mais les problèmes continuent à se régler sous l'arbre à palabre ». L'outil POAS est d'abord un fort apport d'informations pour accompagner le développement local; en plus d'être un premier accord collectif et général sur des règles d'accès et de partage des ressources, pouvant contribuer à apaiser les tensions sociales.

En définitive, les enquêtes ont démontré que les populations cibles ne connaissent suffisamment ni les acteurs, ni les outils de sécurisation foncière. En effet, compte tenu de la place de ces acteurs et instruments dans la gouvernance foncière locale, il est capital de mettre en place des stratégies pour une meilleure appropriation des outils.

2 LES RAISONS DE LA FAIBLE APPROPRIATION

Les raisons de cette faible appropriation des outils sont diverses, mais nous en retiendrons essentiellement : les raisons juridico-institutionnelles, la vulgarisation des outils, le niveau des autorités chargés du contrôle ainsi que les services techniques, la faiblesse des moyens humains et financiers, la résistance des populations et enfin l'absence d'une bonne gouvernance foncière locale.

2.1 RAISONS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES

La faible appropriation des outils par les acteurs au niveau local trouve sa justification dans plusieurs facteurs, dont les principaux sont afférents aux lacunes d'ordre juridique et institutionnel. Au plan juridique, les textes sur le foncier, sur la décentralisation et sur le transfert de compétences se singularisent par trois constantes : des silences curieux, des zones d'ombre sur certains aspects et des omissions inexplicables. En effet, le cadre juridique n'a pas été explicite sur les aspects relatifs aux outils de sécurisation foncière (sur leur modalité de mise en place, leur contenu formel et matériel, leur procédure et méthodes d'archivage et de conservation), occasionnant ainsi par mutisme des situations d'insécurité foncière au niveau des collectivités locales, en particulier les communautés rurales. En guise d'illustration, l'arrêté prévu pour poser le format des registres fonciers au sein des communautés rurales n'a jamais été pris, donnant naissance à des modèles de registres disparates sans aucune garantie juridique sécuritaire³. Au plan institutionnel, les collectivités locales détentrices des pouvoirs de gestion foncière partent avec un handicap de taille à savoir leur faible voire même absence de connaissance, de maîtrise et d'appropriation des textes de base sur la décentralisation. Raisons pour lesquelles les outils classiques et nouveaux (CDI et POAS) souffrent d'une faible appropriation par les acteurs. Ces acteurs, au regard des textes n'étant soumis à aucune obligation de résultat, semblent se satisfaire d'un statut quo non fonctionnel.

L'inachèvement normatif des textes sur le foncier et la décentralisation ainsi que l'absence d'institutions locales efficaces constituent les premières contraintes auxquelles les Collectivités locales cibles du projet sont confrontées. En effet, lors des enquêtes qualitatives effectuées dans les zones du projet, à la question de savoir si les élus sont imprégnés des textes qui régissent le foncier, les réponses ont été les suivantes :

³ L'article 2 du décret 72-1288 portant conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national dispose : « Il est constitué pour chaque communauté rurale un dossier et un registre foncier tenus, en double exemplaire par le Président du Conseil Rural et le Sous-préfet. La composition du dossier et du registre fonciers est fixée par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, du Ministre chargé des Finances, du Ministre chargé du Développement rural et du Ministre chargé du Plan ».

« Connaissance par les élus des textes régissant le foncier » ?				
Collectivités	Réponses apportées			Total enquêtes qualitatives faites
	Oui	Non	Plus ou moins	
GANDON	15	2	0	17
ROSS BETHIO	8	4	1	13
DIAMA	13	1	1	15
RONKH	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné
NDIAYENE PENDAO	11	3	1	15
GUEDE	11	1	0	12
DODEL	10	2	0	12
GAMADJI	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné
PODOR	11	1	0	12

Cependant, cette connaissance semble être partielle et seuls certains aspects de la loi sur le domaine national sont connus des conseillers. De ce constat, il ressort que l'effectivité de la mise en œuvre des textes dépendra de la mise en place d'instruments d'adaptation et d'application des droits et devoirs énoncés dans les textes juridiques. En l'absence d'arrêtés préfectoraux ou ministériels délimitant ou affectant les espaces pastoraux et de fonctionnalité effective des instances locales de gestion des différentes zones du domaine national, impliquant les populations et les détenteurs légitimes des terres, la sécurisation foncière sera constamment menacée.

La satisfaction des conseillers par rapport à la situation actuelle apparaît au tableau suivant :

« Indice de satisfaction des conseillers sur le système actuel d'administration des terres » ?					
Collectivités	Réponses apportées				Total enquêtes qualitatives faites
	Oui	Non	Acceptable	Ne sait pas	
GANDON	10	5	1	0	16
ROSS BETHIO	3		4	1	8
DIAMA	7	4	3	1	15
RONKH	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné
NDIAYENE PENDAO	14	1	0	0	15
GUEDE	12	0	0	0	12
DODEL	11	1	0	0	12
GAMADJI	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné
PODOR	12	0	0	0	12

Cette absence de consensus sur la vision du système d'administration des terres est la résultante de l'inefficacité des textes sur le foncier, laquelle constitue une forte contrainte au niveau de l'appropriation des outils de sécurisation du foncier.

On peut également noter la multiplicité des instances de gestion du foncier et leurs problèmes de fonctionnement. En effet, il a été mis en place dans les collectivités locales en question plusieurs commissions intervenant sur le foncier :

- La commission Domaniale qui intervient en matière d'affectation et de désaffectation des terres
- La commission Urbanisme et Aménagement du territoire qui gère les terres à usage d'habitation (lotissement, plans d'urbanisme,...)
- La commission Environnement qui s'occupe de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles de la protection
- La commission des conflits, qui règle les différents entre agriculteurs et éleveurs
- La commission Elevage, qui est chargée de la gestion des terres à usages d'élevage, des sites et places réservés au parcage et à l'abattage des animaux.
- Sans oublier, l'assemblée locale qui délibère sur toutes les questions relatives au foncier.

Cette pléthore de commissions accroît les difficultés de parvenir à la cohérence des activités desdites collectivités locales sur le foncier. A la question de savoir quelles sont les contraintes (humaines ; juridiques ou matérielles) que rencontrent les commissions foncières, la majorité des conseillers a répondu : l'absence de coordination.

2.2 FAIBLE VULGARISATION DES OUTILS

Les outils, tel que rappelé plus haut, auraient dû servir de puissant levier pour la compréhension et l'appropriation par les acteurs des principes et pratiques de gestion foncière, indispensables pour une meilleure gestion et une bonne administration des terres du domaine national. Cela aurait en outre permis de combler la grave lacune constatée dans l'appropriation des textes régissant le foncier. Mais il est évident que les outils que sont les Registres et Livres fonciers, les Poas et la CDI ont un défaut aussi bien dans la conception que dans la mise en application. En effet, le principe proclamé de la participation et de l'implication n'a pas été aussi important et poussé qu'on le pense, dans la mesure où les acteurs concernés ont reçu ces outils à un niveau déjà assez avancé du processus. Si dans les différentes étapes de l'élaboration des outils le niveau village a été impliqué, il faut préciser que ce n'est généralement pas le village en tant que tel, mais seulement quelques représentants (chef de village, président d'OP, Conseiller du village etc.) qui participent en même temps que d'autres venant des autres villages et qui sont regroupés au niveau de la communauté rurale, de la sous préfecture et parfois de la préfecture. Si le processus a respecté ces étapes dans les nombreux ateliers organisés à cet effet, il n'en demeure pas moins que la chaîne de transmission n'a pas toujours fonctionné en ce sens que les relais cités plus haut ne font pas le compte rendu attendu d'eux à la base ; soit parce qu'ils ne le jugent pas nécessaire, soit parce que eux-mêmes sont sortis des ateliers avec un niveau d'appréhension et de compréhension si bas, qu'ils sont dans l'incapacité de traduire. Il se trouve en outre que le niveau privilégié, celui de la communauté rurale (conseil rural), a toujours éloigné l'outil de l'acteur de base. Ces dysfonctionnements sont à la base de l'absence ou de la

mauvaise vulgarisation des outils. Une fois que l'outil est adopté par l'institution compétente, on assiste à une absence totale de vulgarisation.

Cela est dû à deux phénomènes, qui constituent autant de contraintes à une appropriation correcte des outils. D'abord l'absence parfois totale d'une politique et d'une volonté de vulgariser les outils, qui restent pratiquement à l'état « virtuel » pour ceux à qui ils sont destinés. Cette absence de volonté est elle-même liée à l'absence de moyens de mise en œuvre et de vulgarisation, tant sur le plan humain que sur le plan financier. En effet, la faible capacité des ressources humaines des collectivités locales, ajoutée à l'absence d'inscription budgétaire pour les activités de vulgarisation pour une meilleure appropriation des outils, accentue ce fossé entre les discours sur l'implication et la réalité.

Ensuite, l'absence d'une politique de formation spécifique des acteurs sur le contenu et l'utilité des outils ainsi que les techniques et modalités de leur application, font que la faible appropriation des outils fonciers devient un goulot d'étranglement à une bonne gestion et administration des terres. L'absence de vulgarisation handicape aussi bien les collectivités locales que les acteurs à la base, à savoir les utilisateurs des terres. L'une des solutions, comme nous le verrons, sera de déterminer et mettre en œuvre des programmes pertinents et ciblés de renforcement des capacités de tous les acteurs, en tenant compte de chaque spécificité.

Par ailleurs, les conseils ruraux sont relativement peu au fait du rôle qu'ils devraient avoir dans la sensibilisation des populations locales. Les modalités idoines d'accompagnement des acteurs concernés ne sont pas encore trouvées pour assurer le contrôle, le suivi et la mise à jour des règles. Certes, des actions tendant à faire vivre les POAS sont initiées par le PACR (matérialisation des pistes de bétail, expérimentation d'un aménagement pastoral dans une ZAPE des CR de Gandon et de Dima etc.) et la SAED / Délégation de Podor a conçu un instrument (sous forme de base de données) de suivi des conflits pour appuyer les commissions de zone de gestion. Ces initiatives devraient être coordonnées et traduites en un système d'ensemble d'appui à la mise en œuvre.

Il faut souligner en outre que les outils de sécurisation du foncier devraient constituer un moyen opérationnel et efficace permettant de recenser les droits fonciers, d'en déterminer les titulaires et ayant droits et de réaliser les clarifications nécessaires à la mise en œuvre d'une procédure foncière fiable. Leur efficacité dépend de leur connaissance et de leur vulgarisation en vue d'une bonne mise en œuvre. Or, cela fait défaut dans les collectivités locales soumises à l'enquête.

La question a été posée dans la rubrique souci genre du questionnaire pour s'enquérir de la connaissance par les femmes des outils de gestion du foncier mais les réponses reflètent en réalité la situation d'ensemble des conseillers. Partant de ce constat, une information et une sensibilisation bien conçues et constantes sont des facteurs essentiels pour assurer la transparence du processus et éviter les conflits. L'information et la sensibilisation devraient en particulier être conçues sous la forme d'un véritable plan de communication impliquant la participation des populations (chefs traditionnels, citoyens locaux et élus locaux).

A la question de savoir « *quelle connaissance et quel rôle les outils de gestion du foncier ont-ils* » ? (POAS, CDI, REGITRES, TITRES, ACTES DIVERS etc.), les réponses ont été les suivantes (les élues seulement) :

« Quelle est la connaissance et quel est le rôle des outils de gestion du foncier ? »					
Collectivités	Réponses apportées			Bonne	Total enquêtes qualitatives faites
	Aucune	Faible	Moyenne		
GANDON	6	8		3	17
ROSS BETHIO	9	3	3	1	16
DIAMA	12	3	0	0	15
RONKH					
NDIAYENE PENDAO	12	2	1	0	15
GUEDE	11	1	0	0	12
DODEL	11	1	0	0	12
GAMADJI	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné	Pas renseigné
PODOR	10	2	0	0	12

2.3 FAIBLE COMPETENCE SPECIFIQUE DES AUTORITES CHARGEES DU CONTROLE ET DES SERVICES TECHNIQUES

L'absence d'une bonne et correcte appropriation des outils fonciers, due au manque de vulgarisation, peut aussi être une des conséquences du faible niveau de connaissances des questions foncières par les autorités chargées du contrôle des opérations foncières. Les préfets et sous préfets, formés assez solidement à l'administration générale, sont confrontés dans leur gestion à des questions pour lesquelles ils n'ont pas reçu de formation spécifique, ou pas suffisamment approfondies pour faire face à la réalité foncière. Autrement dit, ils ne reçoivent pas tous, dans leur cursus, une formation spécifique en droit foncier, car il s'agit d'une formation juridique appropriée sur les méthodes et procédures. En clair, il manque dans la pratique des représentants de l'Etat, en matière d'approbation (art 336 CCL), l'argumentation juridique conséquente pour justifier une position. La plupart des décisions d'approbation ou de désapprobation se bornent simplement à faire un constat pour en tirer une conséquence juridique dont on ne connaît pas toujours les motivations légales. Or, l'argumentation claire et détaillée d'une décision administrative de cette espèce nécessite une maîtrise poussée des textes qui régissent le foncier, ce qui n'est pas toujours le cas parce qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, de connaître la seule loi sur le domaine national et le code des collectivités locales pour argumenter leur capacité de gestion et d'administration des terres.

Les autres textes ayant trait directement ou non au foncier, à savoir le domaine de l'Etat, le code de l'environnement, le code forestier ou le code de l'eau ne sont pas toujours sollicités dans les argumentations, ce qui constitue une lacune à combler. La solution aux problèmes posés par le foncier peut se trouver, contrairement à ce qui est affirmé et pratiqué souvent, en dehors de ces textes. La faiblesse des capacités des autorités de contrôle se trouve surtout dans la conception étriquée dans l'interprétation du foncier, par l'ignorance des textes fondamentaux qui expliquent et éclairent la loi de 64, parce que postérieures et ayant comme base la terre et les ressources naturelles. L'ignorance des

codes forestier, de l'environnement, de l'eau etc. dans l'argumentation des décisions d'approbation « assèche » quelque peu la pertinence des actions, en les maintenant souvent à un niveau routinier qui ne permet pas d'avancées significatives dans ce domaine aussi sensible.

En outre, une autre faiblesse structurelle est notée : les agents des services techniques auprès des collectivités rurales ne sont à aucun niveau formés en gestion du foncier. D'abord, au niveau de l'équipe du CADL par exemple, il n'y a aucun agent dont la compétence est spécifiquement « foncière », pour une structure qui appuie les acteurs du foncier. Ensuite, le travail technique de ces structures (CADL surtout), n'est pas renforcé par une formation de base sur les problèmes posés par le domaine national, ce qui est indispensable par exemple pour l'agent d'agriculture, l'agent d'élevage et l'agent des eaux et forêts. Cette absence d'appropriation des textes et des outils de base fait que l'appréciation des tâches par ces services pourrait nuire à une bonne application des décisions. Les services techniques n'ont qu'une vue partielle des outils et des procédures foncières, à savoir la vision purement technique liée à leur mission. Or, il est important, pour appréhender ces procédures et pratiques foncières, d'avoir, pour correctement remplir cette mission, une compétence générale pour agir de façon globale sur l'ensemble de la chaîne d'actions. Il ne s'agit pas d'être spécialiste des questions foncières et de décentralisation, mais être suffisamment imprégné des textes pour pouvoir interpréter certaines situations dans le cadre de ses missions. Autant les représentants de l'Etat trainent un handicap purement administratif, autant les services techniques ont une vision trop techniciste qui ne leur permettent pas de prendre en compte d'autres valeurs pour conforter ou ajuster leurs actions en matière foncière. L'ignorance de certaines valeurs foncières entraîne souvent la prise de décisions contestables dans le fond. Un renforcement des capacités est nécessaire à ce niveau, qui fera l'objet de recommandations générales et spécifiques.

De même, au-delà des logiques sociales ou économiques empêchant la recherche d'affectation ou occasionnant des pratiques de contournement, il y a les insuffisances des acteurs de l'administration du foncier (conseil rural, sous-préfets et services techniques locaux) : manque de ressources humaines compétentes, de moyens techniques et financiers. Ces insuffisances créent, par exemple, les phénomènes d'affectation multiple d'une même parcelle par manque de traçabilité au niveau du conseil rural.

2.4 FAIBLESSE DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS

En procédant à la décentralisation et au transfert de certaines compétences, le législateur sénégalais avait pourtant bien précisé qu'elle devait s'accompagner des moyens nécessaires pour leur exercice effectif. (articles 4 et 6, loi 96-07) Vu sous cet angle, les collectivités locales devraient pouvoir compter sur les moyens humains, techniques et financiers mis à disposition par l'Etat afin de pouvoir exercer leurs compétences générales et transférées. Mais le constat premier que l'on note au niveau local, c'est l'absence d'un personnel qualifié et apte à prendre en charge toutes les missions qui lui sont dévolues. A l'exception de l'assistant communautaire (ASCOM), les communautés rurales (sauf Gandon) n'ont pas de personnel technique à leur disposition même si certaines missions sont confiées à des conseillers. La seule structure d'appui constitue le CADL dont l'appui est parfois difficile dans la mesure où il n'est pas doté de moyens suffisants (matériels, financiers et humains). Les moyens des collectivités locales proviennent souvent de deux sources : des ressources fiscales ou des ressources non fiscales.

Parmi les ressources fiscales, il y a les impôts, les taxes et redevances et tandis que les recettes non fiscales comprennent celles qui proviennent de la coopération décentralisée, de l'emprunt et des fonds de concours. Le budget des communautés rurales provient principalement des impôts locaux (la taxe rurale en particulier) et des fonds de concours (fond de dotation et fond d'équipement des collectivités locales). Le principe de libre administration des collectivités locales postulait aussi que concomitamment au transfert de compétences, un transfert des moyens serait de mise. Ce qui, manifestement, n'est pas le cas au regard de la modicité des budgets. De même, la nomenclature budgétaire prévoit des dépenses obligatoires et facultatives qui ne permettent pas à la collectivité de mettre des ressources importantes dans certaines dépenses comme la vulgarisation et la mise en application des outils de sécurisation foncière. Les collectivités locales se rabattent plutôt sur des partenaires au développement (Projets, ONG) pour l'appui dans le déroulement d'activités d'animation et de vulgarisation des outils fonciers. En définitive, la faiblesse des ressources humaines et financières constitue une des raisons majeures de la faible appropriation des outils par les différents acteurs de la gouvernance foncière.

Autant qu'il puisse en être jugé au travers des réponses recueillies lors des entretiens (d'après nos enquêtes qualitatives sur le secteur de Podor et le Delta), la faiblesse des moyens est le principal problème auquel sont confrontées les collectivités locales enquêtées. Dans toutes les collectivités locales enquêtées, les élus affirment que la faiblesse des moyens est de manière générale la cause de l'inefficacité des commissions foncières. A la question de savoir quelles sont les contraintes (humaines, juridiques et matérielles), les conseillers soumis à l'enquête ont cité comme exemples :

Déficiences pratiques

- Absence de document et de moyens d'authentification des documents (cachets officiels pour la commission domaniale)
- Manque de moyens logistiques (voitures, GPS)

Défaillances humaines

- Immixtion du politique (le Président du Conseil Rural) dans la gestion des affaires domaniales.
- Absence d'égalité dans l'accès à la terre
- Priorités pour les « riches » c'est à dire les politiciens au détriment des petits exploitants et des populations à faible revenu.
- Manque de transparence

Faiblesses structurelles

- Absence de coordination (manque d'organisation et d'implication des populations locales en matière d'aménagement du territoire et d'occupation des terres)
- Absence de protocoles d'accords avec les populations détentrices de droits coutumiers
- Manque de formation des membres des commissions foncières (la majorité des membres de la commission domaniale est analphabète et ne maîtrise pas les textes sur le foncier).
- Procédures d'affectation non achevées (consistent à affecter à une personne des terres à usage agricole sans pour autant lui donner un permis d'occuper autrement dit une affectation théorique voire même fictive). C'est ce que les élus appellent « délibération sans installation ».

2.5 RESISTANCE DES POPULATIONS

Les outils et les procédures fonciers, pour la plupart conçus et élaborés sans une implication réelle des populations, font souvent l'objet de manipulation par ces dernières par effet de domestication, due à des pratiques de détournement et/ou contournement des textes. Ce phénomène est dû à la résistance des populations, non pas aux innovations, mais à tout ce dans lequel elles ne se retrouvent pas. La résistance des populations est telle que l'application des outils se trouve détournée de son sens originel pour se transformer en un modèle parfois différent, et qui produit des effets qui n'étaient pas recherchés. Par exemple, le fait que les conseils ruraux de la zone de Podor s'accordent d'abord avec les chefs coutumiers de terres avant tout acte d'affectation, même si cela contribue à pacifier les rapports fonciers et sociaux, détourne les actions de toute justification juridique, en tant que phénomène difficile, voire impossible à défendre dans un cadre qui se veut légal.

Une des conséquences les plus visibles de ces résistances réside dans l'absence de désaffectation, sur de longues années, de terres affectées et dont les conditions et les délais de mise en valeur ne sont pas respectés. Non seulement les pratiques de désaffectation n'existent pas, ou peu, mais en plus, aussi bien dans les registres fonciers que dans les livres fonciers il n'est prévu de disposition ayant trait à la désaffectation. Ainsi les pratiques de contournement, quand ce n'est pas une violation pure et simple des lois, consistent à se faire affecter, puis clôturer une parcelle et la laisser en défens pendant parfois plus de 20 ans, sans que le conseil rural n'intervienne pour mettre fin à cette anomalie. Le fait que les populations n'usent pas de leur droit de recours direct aux acteurs institutionnels compétents est du, comme à d'autres niveaux, à un manque de vulgarisation des textes et des outils. Ainsi les POAS et la CDI, conçus pour une utilisation normée de l'espace et des ressources en eau de la communauté rurale rencontrent de telles résistances, dues seulement à une méconnaissance de l'outil par l'acteur à la base. La mise en place des commissions de zones et des commissions des conflits devrait être précédée ou suivie d'une large concertation avec les utilisateurs des terres et des ressources, et d'une formation bien centrée sur le sens et les enjeux de l'outil.

Les empiètements constatés dans les collectivités où le POAS est en application se justifient par cette absence de vulgarisation des outils, car les différentes zones définies pour les activités agricoles, pastorales, de pêche ou mixtes n'ont pas jusque là fait l'objet de délimitations précises (le PACR a appuyé la confection de panneaux de ces zones pour les communautés rurales de sa zone d'intervention, mais ils ne sont pas encore installés). Et même si cette délimitation est faite de façon précise, les utilisateurs de ces espaces, faute d'avoir été imprégnés et impliqués dans le cadre d'une information, d'une formation et d'une vulgarisation bien centrées, continueront à ignorer ces outils et empiéter sur les zones dont l'accès et l'utilisation sont règlementés. Ceci pourrait déclencher des réactions au niveau de certains autres acteurs et déclencher des conflits parfois récurrents et graves, surtout entre agriculteurs et éleveurs (à titre d'illustration, le conflit actuel de Diawar dans la CR de Dama, avec mort d'homme il y a un mois et qui a resurgi ce 20 avril 2011 entre agriculteurs et éleveurs à propos de divagation et de dégâts sur les cultures). En clair, les résistances des populations sont dues soit à l'ignorance totale des textes, procédures et outils fonciers (à cause d'une absence totale ou d'une mauvaise politique de vulgarisation pour une appropriation correcte par elles) soit au fait que ces instruments sont connus mais inadaptés au contexte (les populations les contournent tout s'y référant, mais en les dénaturant par leurs pratiques).

Par ailleurs, les propriétaires coutumiers ne sollicitent pas l'affectation ou la régularisation de leurs terres car **ils auraient le sentiment de «réclamer ce qui leur appartient déjà»**, avouant, de ce fait (la demande d'affectation), ne pas être propriétaire de leur terre. Les populations et les acteurs locaux du Fouta (Podor) confèrent aux droits et pratiques traditionnels une plus forte sécurité foncière

que la procédure officielle d'affectation qui ne confère qu'un droit d'usage limité et peu sécurisant. En effet, ce droit d'usage n'est ni transmissible, ni cessible, et est suspendu à la condition de mise en valeur. En outre, relativement aux frais de bornage à payer (montant défini au cas par cas selon les CR, de 3.000 à plus de 15.000 FCFA/ha) coûte assez cher et donc être prohibitif pour les propriétaires traditionnels dont les terres sont assez vastes.

Il est apparu que l'affectation n'a de sens que si elle s'accompagne d'investissement / valorisation de la terre. C'est ainsi que les terres des Périmètres Irrigués Privés (PIP) installés par les villages où les familles disposent d'affectation par le conseil rural ; mais sur les terres de culture traditionnelle de décrue il n'est pas sollicité d'affectation. De plus, dans le cadre des projets d'aménagement hydro-agricole sur financement public, la répartition des unités d'irrigation aux différents villages donne lieu à des négociations entre différentes communautés lignagères propriétaires traditionnelles et entre ces communautés et des villages qui ne sont pas des propriétaires traditionnels. Des accords sont généralement trouvés pour que tout le monde soit servi sur la base d'un accès légal (affectation) à la terre.

En plus de cette entrave à l'enregistrement foncier, plutôt caractéristique du Fouta, d'autres problèmes se posent, opposant les principes de la loi et les pratiques/visions locales dans le Fouta et, surtout, dans le Delta. Généralement, les acteurs locaux développent, par anticipation, des initiatives locales « hors règles » en réponse aux limites actuelles de la procédure d'affectation.

Selon la loi, l'affectation ne peut être faite qu'à une personne physique ou morale. Or dans les pratiques locales, le principe de gestion collective de certains espaces par les communautés villageoises va de soit. Mais, les collectifs villageois ne sont pas des personnes morales. Cependant, certains conseils ruraux leur affectent des terres pour sécuriser la zone d'extension des villages et pour lutter contre les accaparements de terre en cours. Les affectations de terre sur le domaine national sont limitées aux résidents, terme insuffisamment précisé dans la loi sur le Domaine National (LDN), et limite l'accès à la terre aux non résidents (groupes transhumants, migrants, investisseurs potentiels).

La procédure d'affectation de terre est complétée par les conseils ruraux avec la consultation préalable des ayants droits traditionnels. Il arrive aussi qu'on réunisse les quatre voisins du demandeur de terre pour délimiter ensemble (accord oral ou écrit) les limites de la parcelle, sous la supervision des chefs de village. Les ventes de terres du domaine national sont officiellement interdites. Mais, on vend les infrastructures et autres mises en valeur (impenses), une manière déguisée de vendre la terre avec l'accord tacite du conseil rural qui procède à l'affectation officielle au profit d'un acquéreur.

2.6 ABSENCE DE GOUVERNANCE FONCIERE LOCALE

La gouvernance locale est devenue un nouveau concept en vogue depuis quelques années dans le cadre du développement local. En effet, le principe de subsidiarité qui fonde l'autonomie et la libre administration des collectivités locales fait de la participation la pierre angulaire du développement à la base. Sous cet esprit, la sensibilité et l'enjeu que constitue le foncier au niveau rural exigent de la part des acteurs locaux (collectivités locales) une nouvelle approche dans la gestion de leur patrimoine foncier au regard des nouvelles règles de gouvernance (transparence) mais aussi des particularités socioculturelles. Une bonne gouvernance locale suppose une participation effective de tous les acteurs locaux dans la gestion des affaires de la localité et implique en conséquence une transparence. Cette

transparence devrait s'observer sur tous les actes et procédures posées par les collectivités locales, ce qui, à l'heure actuel, n'est pas le cas.

Par ailleurs, la politisation à outrance de la gestion locale compromet cette bonne gouvernance foncière, ce qui ne devrait pourtant pas être le cas lorsqu'on considère que la finalité première de la décentralisation est l'impulsion d'un développement à la base. Le développement local devrait pousser les acteurs à transcender les sensibilités partisans pour se focaliser ensemble sur une bonne gestion locale. L'Etat peut être considéré comme responsable en partie de cette situation si on se rappelle que les autorités administratives chargées du contrôle de légalité doivent veiller à la transparence dans la gestion quotidienne des collectivités locales ; ceci constitue d'ailleurs leur mission principale.

Sur un autre registre, les cadres de concertation pour le développement sont mises d'une manière générale sur pieds par des hommes et des femmes dans le but d'échanger et de résoudre leurs intérêts stratégiques communes. Ils regroupent dans des organisations de bases comme les groupements féminins, des ONG, des privés et comme toutes organisations faitières, ces cadres sont amenés à respecter les règles démocratiques pour une bonne gouvernance locale. Cependant on constate que les femmes sont très présentes au niveau de ces cadres de concertation mais faiblement représentées au niveau des instances de décision. Les postes stratégiques sont dans la plupart des cas détenues par les hommes. De même, les jeunes intègrent difficilement les cadres de développement par manque d'intérêt et de motivation.

2.7 EVALUATION DES PLANS DE FORMATION ET DU BUDGET AFFERENT DES COLLECTIVITES LOCALES

Retracer l'historique des plans de formation au niveau des collectivités locales s'avère judicieux pour pouvoir apprécier l'intérêt et l'importance que le renforcement des capacités des élus locaux représente pour une effectivité du principe de libre administration. On peut d'une part s'interroger sur le budget alloué dans les différentes localités à la formation et, d'autre part faire l'évaluation des formations initiées et effectuées ces dernières années. En ce qui concerne les budgets alloués au renforcement des capacités, d'après nos enquêtes, seules trois (03) communautés rurales ont prévu un montant à cet effet pour l'exercice budgétaire 2010-2011. Il s'agit de Dama (1.000.000 francs CFA), Gandon (5.000.000 francs CFA), Dodel (1.000.000 francs CFA). Pour les autres communautés rurales, aucun montant n'est prévu dans leur budget pour une mise à niveau des élus locaux. Cependant, même dans les collectivités locales qui ont inscrit cette dépense dans leur budget, il s'avère que parfois, cette dernière n'est jamais exécutée. C'est le cas de la Communauté rurale de Gandon et de Dodel qui prévoient chaque année budgétaire des formations sans qu'elles soient effectives.

En ce qui concerne l'évaluation des formations, nos enquêtes ont montré que sur toutes les collectivités locales de la zone du projet, seulement 3 projets ont financé des activités de formation à l'intention des élus locaux depuis 2010 : il s'agit du PACR (Ndiayène Pendao, Dama, Gandon), du projet le Partenariat Saint Louis (Podor) et de SYCOVAL⁴ pour Gandon.

⁴ Communauté d'agglomération (Région Midi Pyrénéens) qui appuie la communauté rurale de Gandon depuis quelques années dans le cadre de la coopération décentralisée.

Tableau récapitulatif des formations et des lignes budgétaires destinées au renforcement des capacités dans la zone du projet

Collectivité locale	Partenaire de formation	Cibles de la formation	Types de formation	Ligne budgétaire pour la formation 2010-2011
Ndiayène Pendao	PACR	- Chefs de village - Elus locaux	- Foncier - Registre foncier	Aucun montant n'est prévu
Diamà	PACR	- Elus locaux	- Foncier - -Registre	1.000 000 fcfa
Gandon	PACR SICOVAL	- Elus locaux	- Foncier - Informatique	5.000. 000 fcfa
Guédé	Pas d'information	- -	-	-
Dodel	Aucun partenaire	- -	- Aucune formation	1.000. 000 fcfa
Gamadji	Pas d'information	-	-	-
Podor	Le Partenariat Saint Louis	- Elus locaux	- Organisation et fonctionnement Conseil municipal	Aucun montant n'est prévu
Ross Béthio	Plan international en 2010	- 3 élus locaux plus des OCB	Organisation et fonctionnement Conseil municipal	3.000. 000 fcfa
Ronkh	PACR DCL (Direction des Collectivités Locales)	- Elus locaux	Foncier Organisation et fonctionnement du Conseil Rural	Aucun montant n'est prévu.

3 LES SOLUTIONS POUR UNE MEILLEURE APPROPRIATION DES OUTILS

Pour une meilleure appropriation des outils de sécurisation foncière, des améliorations pratiques quasi immédiates, un accompagnement et des compléments de formation sont nécessaires. Il en est de même d'un plan de formation assez urgent. Le tableau ci-après en donne aperçu.

3.1 ACCOMPAGNEMENT ET COMPLEMENTS DES OUTILS

3.1.1 Améliorations conseillées au niveau des registres et des titres

Il faut qu'existe l'**arrêté préfectoral** pour déterminer les conditions minimales de mise en valeur. Il est certes difficile aujourd'hui, au regard de l'enjeu du foncier rural, qu'un Préfet prenne seul le risque de poser ces conditions minimales de façon définitive; mais (cette possibilité étant offerte par les textes), il peut bel et bien prendre un arrêté à titre provisoire.

En termes de compléments aux registres fonciers, il est impératif aujourd'hui que les **dossiers fonciers** soient établis sous des formats bien adaptés et consensuels en plus de l'élaboration et la mise en place de nouveaux livres/ registres fonciers pour les communes et des OP.

Les **délais de délivrance** ne doivent pas être un obstacle : le décret D-72-1288 ne prévoit pas de délai en la matière. Il varie actuellement de « 3 mois à 3 ans », ce qui n'est pas acceptable. Il paraîtrait normal que la CR s'engage sur un délai maximal, dès la demande de l'impétrant ; ce délai pouvant varier en fonction de la complexité du cas ou de la taille de la parcelle.

La **remise du titre d'affectation** doit être matérialisée par un document propre, symboliquement de bonne présentation et surtout **systématiquement** remis (contre décharge) au niveau de la CR. Il est conseillé de remettre en même temps un document explicatif additif simple sur la portée du titre d'affectation et sur les modalités pratiques de sa gestion (cas des décès etc.) sans oublier les possibilités de désaffectation.

Il est enfin vivement préconisé de réaliser et archiver un **plan géo référencé** de la zone affectée. Ce document technique doit être versé au dossier foncier.

3.1.2 Améliorations concernant les POAS

Il s'agit de les faire vivre sur la base des actions suivantes :

- ✓ Provoquer une réflexion collective (MCA-S, SAED, PACR, sous-préfets, CADL, conseil rural, commission de zone de gestion POAS, chefs de village) plus stratégique et concrète sur l'avenir de l'aménagement des terroirs. Par exemple pour les ZAPE, élaborer des projets structurants qui permettent aux éleveurs d'améliorer les productions animales et de développer des activités génératrices de revenus. L'équipement en parcs des ZAPE est initié par le PACR et l'expérimentation d'un aménagement pastoral (CR de Nguith) va dans ce sens. Ces initiatives doivent être complétées par la mise en place de puits et forages.

- ✓ Matérialiser sur le terrain les décisions retenues comme le PACR a commencé de le faire à Gandon avec des panneaux indiquant les limites des zones (ZAPA, ZAPE). Les pistes de bétail, les points d'eaux pastoraux, etc., pourraient aussi être matérialisés pour le respect des normes retenues (largeur piste à l'approche des points d'eau, etc.).
- ✓ Former les acteurs au traitement et à la gestion alternative des conflits (au niveau des commissions de zone de gestion).
- ✓ Finaliser et vulgariser les POAS en cours d'élaboration
- ✓ Concevoir une procédure de régularisation des titres non mis à jour
- ✓ Rendre effectif la signature de l'engagement de l'affectataire comme prévu par la CDI
- ✓ Trouver des ressources pour prendre en charge le fonctionnement des animateurs locaux du POAS et leur indemnisation correspondante.
- ✓ Vulgariser la charte au niveau des communautés rurales.

3.1.3 Etudes préconisées

Le coût de l'affectation correspond surtout au coût des frais de bornage. On observe des écarts sensibles (selon barèmes) qui varient suivant la nature de l'affectation (rurale ou urbaine), de la qualité du bénéficiaire (résident ou non) et de la superficie.

Il serait opportun de réaliser une étude actualisée sur le coût réel de ces frais, sur les diminutions apportées par des méthodes modernes de mesurage (PGS et photo-interprétation) et leurs répercussions possibles sur les contributions demandées. La matérialisation peut ne pas être « lourde » ni « luxueuse », par exemple en plantant des arbres aux vertex des parcelles affectées.

En tout état de cause, il doit aussi être rappelé qu'à part les frais de bornage, l'affectation est aujourd'hui encore « gratuite » (le bénéficiaire ne paye pas de taxe de concession du sol ni ne verse de bail).

3.2 – PROPOSITION DE PLAN DE COMMUNICATION

Il est essentiel de mettre en place un plan de communication pour une meilleure visibilité et information des outils existants. En partant des outils de sécurisation foncière, et au regard des objectifs essentiels de ces derniers, il est possible de proposer des moyens de communication adaptés aux différents cibles prédéterminées émissions radio locale, ateliers, plaquette). Ce plan de communication sera déroulé en fonction des particularités des différents acteurs intervenant dans la gestion foncière (acteurs institutionnels et non institutionnels). Ce plan devra précéder indubitablement le déroulement des formations contenues dans le plan de formation.

Outils de sécurisation	Objectifs	Cibles	Moyens de communication
Registres fonciers (CR et Commune)	Information Sensibilisation Vulgarisation	Préfet, Sous- Préfet, CR, CM, élus locaux, Commission Domaniale, CADL, Chefs de village, autorités coutumières etc.	Réunions élargies Emission radio Prospectus animés
Registre des OP	Information Sensibilisation Vulgarisation	OP, GPF, PIV, PIP, Unions, Fédérations etc.	Réunions élargies Emissions radios Prospectus
PUD	Information Sensibilisation Vulgarisation	Préfet, Communes, conseiller municipaux, Commission Planification et Aménagement du territoire, services techniques, etc.	Réunions élargies Emissions radios Prospectus
POAS	Information Sensibilisation Vulgarisation	CR, Préfet, Sous-préfet, SAED, Commission de zones, Commission de règlement des conflits, animateurs POAS, CADL, chefs de villages, autorités coutumières, OCB, CVD et CVD, etc.	CDD (comité départemental de développement) Réunions élargies Emission radios Prospectus Réunion de zones Thé débat
CDI	Information Sensibilisation Vulgarisation	CR, Sous- Préfet, SAED, Commission de zones, Commission de règlement des conflits, animateurs POAS, CADL, chefs de villages, autorités coutumières, OCB, CVD et CVD, etc.	CRD (Comité régional de développement), CDD (comité départemental de développement) Réunions élargies Emission radios Prospectus Réunion de zones Thé débat

3.3 PROPOSITION DE PLAN DE FORMATION DES ACTEURS

L'évaluation du niveau de connaissance et d'appropriation des outils de sécurisation foncière a permis de dresser un tableau synoptique formant situation de référence sur les points faibles justifiant aujourd'hui d'un réel renforcement des capacités en tenant compte de la spécificité des acteurs concernés. Ces formations devraient s'établir dans la durée et tenir compte d'un ordre de priorité qui sera déterminé en commun accord avec les collectivités locales concernées, au regard de leurs urgences respectives. Le tableau 1 présente le plan de formation tandis que le tableau 2 détaille la mise en œuvre du plan de formation.

Tableau 1 : Plan de formation

Acteurs cibles	Domaines de formation	Contenus/Axes	Type de formation
1 – Institutionnels			
Elus (conseillers ruraux et municipaux)	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, Domaine de l'Etat, Code forestier, code de l'eau, POAS, CDI, Fonds de maintenance, Prévention et gestion des conflits Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds - Prévention et règlement des conflits 	Atelier
Commission domaniale, animateurs POAS, Comités d'appui à l'affectation des terres dans les CR et Communes, les comités de gestion et de règlement des conflits mis en place et/ou à mettre en place par MCA-S.	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, POAS. Prévention et gestion des conflits. Positionnement GPS Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds - Prévention et règlement des conflits 	Atelier avec travaux terrain
Sous-préfets et Préfets	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, code du domaine de l'Etat, code forestier, code de l'eau, POAS, CDI, Fonds de maintenance, Prévention et gestion des conflits Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds - Prévention et règlement des conflits plus - Contrôle de légalité 	Atelier
Services techniques (dont SAED)	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, domaine de l'Etat, code forestier, code de l'eau, POAS, CDI, Fonds de maintenance. Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds - Prévention et règlement des conflits - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds - Prévention et règlement des conflits 	Atelier

Acteurs cibles	Domaines de formation	Contenus/Axes	Type de formation
CADL et ASCOM	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, domaine de l'Etat, code de l'eau, code forestier, POAS, CDI, Fonds de maintenance. Techniques de conservation et d'archivage Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Prévention et règlement des conflits - Technique de conservation et d'archivage 	Sessions de formation avec plusieurs modules
Chefs de village et chefs de quartiers	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, POAS, code forestier, code de l'eau Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Rôle et mission du chef de village - Prévention et règlement des conflits 	Atelier
2 - Non institutionnels			
OP	Loi sur le domaine national, POAS, CDI, Fonds de maintenance, techniques de conservation et d'archivage Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds <ul style="list-style-type: none"> - Prévention et règlement des conflits - techniques de conservation et d'archivage 	Atelier
OCB	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, POAS. Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds <ul style="list-style-type: none"> - Prévention et règlement des conflits 	Atelier
Autorités coutumières	Loi sur le domaine national, Lois sur la décentralisation, code de l'environnement, POAS. Critères d'affectation définis dans le cadre du projet MCA-S	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et fonctionnement local - Conditions d'affectation de désaffectation - Outils de sécurisation foncière (POAS, CDI, Registres) - Fonctionnement des Fonds - Prévention et règlement des conflits 	Atelier

Tableau 2 : Récapitulatif de la mise en œuvre du plan de formation

Modules de formation par acteurs	Répartition par cibles	Démarche et échéances	Préalables	Acteurs impliqués dans la formation	Coûts de la formation	Résultats attendus
1- Acteurs institutionnels						
Elus (conseillers ruraux et municipaux)	Tous les conseillers (hommes et femmes)	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Existence d'un plan de formation Recherche des priorités de formation dégagées dans le plan de formation Communication	Conseil rural et/ou municipal MCA-S Experts consultants	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / CL X 9 Collectivités locales	Les élus sont formés en administration et gestion des collectivités locales Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
Commission domaniale, animateurs POAS, comités d'appui à l'affectation des terres dans les CR et Communes, les comités de gestion et de règlement des conflits mis en place et/ou à mettre en place par MCA-S.	Tous les membres des commissions et comités; tous les animateurs POAS	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Existence d'un plan de formation Existence d'animateurs POAS Mise en place et/ou existence de comités de prévention et de règlement des conflits	Membres commission domaniale animateurs POAS Membres des comités de règlement des conflits comités d'appui à l'affectation des terres dans les CR et Communes Conseil rural et/ou municipal MCA-S Experts consultants	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / CL X 9 Collectivités locales	Les membres des commissions, des comités et animateurs POAS sont formés en administration et gestion des collectivités locales Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
Sous-préfets et Préfets	Tous les sous-préfets et Préfets de la région de Saint Louis	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	Tous les sous-préfets Président des commissions domaniales MCA-S Experts consultants	Frais d'organisation : 20 pers/max x 10.000fX 4 j = 800.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 1.800. 000 fcfa / Région	Les sous-préfets sont formés en administration locale et au contrôle de légalité sur les CL

Modules de formation par acteurs	Répartition par cibles	Démarche et échéances	Préalables	Acteurs impliqués dans la formation	Coûts de la formation	Résultats attendus
Services techniques (dont SAED)	Tous les services techniques locaux	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	Agents des services techniques les représentants des commissions techniques des CL (planification, foncier, suivi-évaluation, aménagement etc.) MCA-S Experts consultants	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / Région	Les services techniques sont formés sur leurs missions au niveau local Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
CADL et ASCOM	Tous les agents des CADL et tous les ASCOM	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	CADL ASCOM Quelques Présidents de commission MCA-S Experts consultants	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / Région	Les CADL et ASCOM sont formés sur leurs missions au niveau local Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
Chefs de village et chefs de quartier	Tous les chefs de villages et chefs de quartier	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	Chefs de villages Chefs de quartier Quelques sages Représentants des CR et CM.	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / CL X 9 Collectivités locales	Les chefs de villages et délégués de quartier sont formés sur leurs missions au niveau local Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
2- Acteurs non institutionnels						
OP	Toutes les unions et fédérations OP ainsi que les GPF et les associations féminines (PIV, PIP etc.)	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	Unions Fédérations Quelques GIE	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f	Les OP à travers leurs structures faïtières sont formées sur le management des OP Des supports pédagogiques leurs

Modules de formation par acteurs	Répartition par cibles	Démarche et échéances	Préalables	Acteurs impliqués dans la formation	Coûts de la formation	Résultats attendus
					Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / CLX 9 Collectivités locales	sont délivrés Un rapport de formation est déposé
OCB	Toutes les organisations communautaires de base	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	CVD CIVD GPF ASC	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / CLX 9 Collectivités locales	Les OCB à travers leurs structures représentatives sont formés sur leurs rôles et responsabilité dans le développement local Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
Autorités coutumières	Toutes les autorités coutumières	Atelier de 4 jours Cours théoriques et exercices pratiques	Communication	Maitres fonciers Autorités religieuses Représentants des lignages	Frais d'organisation : 50 pers/max x 10.000fX 4 j = 2.000.000 f Honoraires du consultant : 200.000 fx 4j = 800. 000 f Dépenses diverses : 200.000f Total : 3.000. 000 fcfa / CLx 9 Collectivités locales	Les autorités coutumières sont formés sur leurs rôles et responsabilité dans le développement local Des supports pédagogiques leurs sont délivrés Un rapport de formation est déposé
3- Récapitulatif du Budget global des formations						
Total des Formations au niveau des communes et communautés rurales :					6 formations X 9 CR et CM X 3. 000 000 (Communautés rurales et Communes)	
Total des Formations au niveau de la Région :					7.800. 000 f au niveau de la Région (3 formations)	
Total du budget de formation :					169.800. 000 fcfa	

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion, nous sommes arrivés au constat d'une faible appropriation des outils par les acteurs impliqués dans la gouvernance foncière. Les raisons sont diverses et méritent aujourd'hui des corrections afin de pas en faire des « tigres en papier ». Un outil juridique n'a de sens que s'il est applicable et appliqué. Or, ces outils sont manifestement applicables au regard de leurs processus et procédures de mise en place. L'urgence aujourd'hui demeure leur vulgarisation à travers des plans de communication et des plans de formation. En outre, il importe d'évaluer périodiquement ces outils afin d'en corriger les lacunes et faiblesses observées en vue de leur amélioration.

Enfin, il paraît inéluctable que la SAED, qui bien qu'ayant changé de statuts (passant de celui d'« Etablissement public » à celui de « Société nationale »), a conservé de fait ses mêmes missions, soit associée à ces efforts de renforcement des Communautés Rurales.

ANNEXE 1 : Exemple de titre d'affectation à usage d'habitation

EXTRAIT DE DELIBERATION N° 02/10/CRG /ARR /RA 11 Février 2010

Le Conseil Rural de Gandon

- Vu la Constitution
- Vu la loi 64-46 du 17 Juin 1964 relative au Domaine National ;
- Vu la loi N° 96-06 du 22 Mars 1996 portant code des collectivités locales ;
- Vu la loi 96-07 du 22 Mars 1996 portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communauté Rurales ;
- Vu le décret 64/573 du 30 Juillet 1964 portant application de la loi 64-46 du 17 Juin 1964 ;
- Vu le décret 72-1288 du 25 Octobre 1972 fixant les conditions d'affectation et de désaffectation des terres du Domaine National, modifié ;

Le Conseil Rural de Gandon en sa séance du **11 Février 2010**,

Délibère

Article 16 : Un terrain d'une superficie de **40m/50m** sis à **Méridien** est affecté à Monsieur **Oumar KANE**, pour usage d'habitation.

Article 70 : Cette présente délibération qui prendra effet à partir de la date d'approbation par le Représentant de l'Etat sera enregistrée, publiée, communiquée partout où besoin sera

Fait à Gandon, le 27/27/2010
Le Président du Conseil Rural

Approuvée, le 16/03/2010
Le Représentant de l'Etat




El-hadj Oumar DIOP



Housseynou DIALLO


ANNEXE 2 : Exemple de titre d'affectation à usage agricole



COMMUNAUTE RURALE DE GANDON

B.P. 5351 – SAINT LOUIS
Tél. / Fax : 962.56.40
Email : crgandon@yahoo.fr

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Région de Saint Louis
Département de Saint Louis
Arrondissement de RAO



**EXTRAIT DE DELIBERATION N° 07/2010/CRG /ARR /RA
25 Août 2010**

Le Conseil Rural de Gandon

- Vu la Constitution
- Vu la loi 64-46 du 17 Juin 1964 relative au Domaine National ;
- Vu la loi N° 96-06 du 22 Mars 1996 portant code des collectivités locales ;
- Vu la loi 96-07 du 22 Mars 1996 portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communauté Rurales ;
- Vu le décret 64/573 du 30 Juillet 1964 portant application de la loi 64-46 du 17 Juin 1964 ;
- Vu le décret 72-1288 du 25 Octobre 1972 fixant les conditions d'affectation et de désaffectation des terres du Domaine National, modifié ;

Le Conseil Rural de Gandon en sa séance du **25 Août 2010**,



Délibère

Article 78 : Un terrain d'une superficie de **quinze (15) hectares** sis à **Ndialakhar**, est affecté à Monsieur **Assane WADE**, pour usage agricole

Article 122 : Cette présente délibération qui prendra effet à partir de la date d'approbation par le Représentant de l'Etat sera enregistrée, publiée, communiquée partout où besoin sera

Fait à Gandon, le 12/13/2010
Le Président du Conseil Rural

Approuvée, le 13/10/2010
Le Représentant de l'Etat



Mbaye SY

ANNEXE 3 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Diama

I) Compte rendu :

Démarrée le **31/05/2011**, l'enquête « procédure foncière » de la communauté rurale de Diama s'est terminée le samedi **06/06/2011**. Les conseillers de ladite collectivité sont au nombre de 46 dont 44 hommes et 02 femmes. Un échantillon de 15 personnes a été choisi pour l'enquête (le questionnaire élu).

II) Commentaires

De l'analyse du questionnaire élu (ci-dessus) il ressort que les conseillers interrogés ont une faible maîtrise des textes régissant le foncier et de la problématique genre et accès à la terre. Au surplus, il a été également noté une faible implication des conseillers dans les procédures foncières lesquelles semblent être le monopole du Président du Conseil Rural et du Président de la Commission Domaniale. En effet, ils assurent la conservation des documents fonciers et « *l'installation* » des attributaires de terrains. Certains présidents ou membres de commissions foncières ne sont pas au courant de quelques affectations.

Par ailleurs, même si beaucoup d'élus affirment que les femmes ont accès à la terre au même titre que les hommes, ces dernières ne sont pas au fait des dispositions législatives y afférents et leur influence reste faible en la matière en raison notamment de la subsistance de contraintes socioculturelles et religieuses. Il a été également noté que l'opinion des élus sur l'accès à la terre par les femmes a variée selon le niveau d'instruction. La majorité analphabète trouve qu'on accorde trop de privilèges aux femmes dont l'accès à la terre renforce l'autonomie et réduit leur soumission à la coutume.

L'enquête s'est déroulée selon la chronologie ci après :

Date et heure de Rendez Vous	LANGUE DE TRAVAIL	PERSONNES RENCONTREES	QUALITE	APPRECIATION DE L'ENTRETIEN
31/05/2011 de 10h 30 à 11h	Wolof	Mawloud Fall Mamadou Th. Bâ Abdou Diallo	Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont relativement bien déroulés, cependant, les personnes interrogées ne connaissent pas les textes qui régissent le foncier et/ou les procédures d'affectation et désaffectation des terres. Il a été également noté des difficultés de communication parce que les trois personnes interrogées, étant « pulaar » n'avaient pas une bonne compréhension du wolof et du français.
03/06/2011 de 11h30 à 15h30	Wolof et Français	Sokhna Mbodj Sidiya Niang Ousmane Diop Mouhamadou L. Diack Abdoulaye Diop	Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont également bien déroulés. Trois des personnes enquêtées sont membres d'une commission foncière (Agriculture, Domaniale) ; l'un est le président de la commission Urbanisme et Habitat. Aussi, pouvait-on noter une bonne maîtrise des textes et des procédures foncières.
04/06/2011 de 12h à 13h reprise 15h-16h	Wolof et Français	Vieux A. Diop Ibrahima Mbodj Ibnou Fall Issa Sow	Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont relativement bien déroulés. Deux des personnes interrogées n'ont pas été objectives parce qu'ils voyaient dans la réponse de certaines questions relatives à l'administration des terres, une critique à l'endroit de leur « famille politique », laquelle dirige la communauté rurale.
06/06/2011 de 12h 15-16h	Français	Cira guèye Cheikh Sall Alioune Diop	Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont très bien déroulés. La majorité des personnes maîtrisent les textes sur le foncier. Cependant, certains conseillers sont nouveaux et n'ont pas encore acquis d'expérience en la matière.

III) Analyse interprétative du questionnaire :

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
LOCALISATION	
Communauté Rurale	Diama
Région	Saint Louis
Département	Dagana
Arrondissement	NDiaye
IDENTIFICATION	
Nombre d'élus	46
Hommes	44
Femmes	02
Jeunes	////
Agriculteurs	////
Eleveurs	////
Pêcheurs	////
TEXTES ET ADMINISTRATIONS	
Etes-vous imprégnés des textes qui régissent le foncier ?	13 Oui ; 01 Non ; 01 plus ou moins
Quel est votre niveau d'implication dans la procédure foncière ?	11 sont bien impliqués 02 faiblement impliqués 02 moyennement impliqués
Faites- vous partie des commissions foncières ?	08 oui 07 non
Occupez-vous des postes dans ces commissions ?	01 président de la commission agriculture 01 président de la commission Urbanisme et habitat 01 président de la commission aménagement du territoire 05 membres simples
Quel est le rôle de ces commissions ?	Affectation et désaffectation des terres Vérification des procédures foncières Distribution d'engrais et de semences Tracé des pistes de bétail Lotissement Vérification de la mise en valeur des terres Audit
Exercent-elles correctement et librement leurs responsabilités ?	09 oui 02 plus ou moins 04 non
Quelles sont les contraintes : Humaines ; Juridiques ; Matérielles ?	Absence de document et de moyens d'authentification des documents (cachets officiels pour la commission domaniale)

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
	Manque de moyens logistiques (voitures, GPS) Immixtion du PCR dans la gestion des affaires domaniales. Immixtion du politique Non maitrise des textes sur le foncier Absence de coordination Absence de protocoles d'accords avec les populations détenteurs de droits coutumiers La majorité des membres de la commission domaniale est analphabète.
Le système actuel d'administration des terres vous satisfait-elle ?	04 non 07 oui 03 plus ou moins 01 ne sait pas
Si non pourquoi ?	Absence de participation des autorités coutumières Absence d'assistance des conseillers Attribution anarchique des terres (à des non résidents, à des personnes qui ne respectent pas le critère de la mise en valeur, Privilège pour les riches et les étrangers) Désaffectation pour des raisons politiques Absence de transparence Non respect des procédures et des droits acquis en matière foncière
Comment l'améliorer ?	Instituer une gestion démocratique des terres Réduire l'immixtion du politique Former les conseillers sur les textes qui régissent le foncier Consulter l'ensemble des conseillers avant la prise des décisions se rapportant au foncier Associer les autorités coutumières aux procédures d'affectation et de désaffectation Cartographier les terres Auditer les commissions foncières Formation et renforcement des élus Application effective des textes Prendre en compte les droits des éleveurs d'accéder à la terre
1-RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ELUS	
Avez-vous participé à des activités de formation ?	13 Oui 02 Non
Quels ont été les thèmes de formation ?	La loi sur le domaine national Affectation et désaffectation des terres Les textes sur la décentralisation (loi portant code des collectivités locales et loi portant transferts de compétences aux collectivités locales) Délimitation des zones de pâturages et des zones à usage

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
	agricole Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols, techniques et méthodes de gestion agricole Gestion et mise en valeur des terres Etudes du manuel de procédure foncières Communication Les litiges fonciers et modes de règlement des conflits Utilisation des GPS Les ZAC (Zone d'Aménagement Concertée)
Quelle utilisation avez-vous faite de ces formations ?	Parmi les 13 ayant participé à des activités de formation : 12 conseillers et informer les populations 01 aucune utilisation
Ces formations ont-elles contribué à renforcer vos capacités en matière de gestion foncière ?	13 oui
Y a-t-il d'autres domaines de formation souhaités ?	Alphabétisation des élus et des populations locales Gestion des terres Fiscalité foncière Marchés publics Rôle des conseillers en matière d'attribution de la terre
Avez-vous participé à leur élaboration ?	11 Non 04 Oui
Y a-t-il un registre foncier ?	10 Oui 04 ne savent pas 01 non
Le mode de tenue des registres fonciers et des délibérations vous convient-elle ?	05 Oui 04 Non 04 ne savent pas 02 plus ou moins
Doit-on changer la forme et le contenu des registres fonciers ?	08 oui 05 ne savent pas 02 non
Participez- vous à la gestion et à la conservation des documents fonciers ?	01 oui 14 non
Comment ?	Conservation des copies de délibérations
Avez-vous des archives et documents personnels dans la gestion foncière ?	13 Oui 02 non
Avez-vous accès aux documents conservés par les autres acteurs ?	06 oui 01 plus ou moins 08 non

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
Pensez vous que la qualité de leur conservation donne satisfaction ?	06 oui 03 ne savent pas 06 plus ou moins
2-GESTION DEMOCRATIQUE DE L'ADMINISTRATION FONCIERE	
Participez- vous sans aux décisions ?	14 oui 01 non
Si non, quelles en sont les raisons ?	Ne reçoit pas de convocations y afférentes
Les réunions du conseil sont-elles fréquentes ?	05 oui 04 plus ou moins 05 Non 01 ne sait pas
Si oui, selon quelle périodicité ? Si non, pourquoi ?	Il n'y a pas de calendrier, les réunions se font selon les demandes et/ou les urgences
Comment sont prises les décisions en matière foncière ?	Réunion du conseil rural (ordre du jour, débats et études des demandes, vote (approbation ou rejet de la demande)
Avez-vous toutes les informations nécessaires sur les dossiers de demande et sur les procédures qui ont abouti à la décision ?	09 oui 05 non 01 plus ou moins
Sont-elles exécutées normalement, par qui ?	09 oui, par les attributaires ou le Président du Conseil Rural 05 non 01 plus ou moins, par les attributaires
Sinon, quelles solutions préconisez-vous ?	Donner des permis d'occuper aux attributaires de terres. Appliquer et respecter les procédures Vérifier la disponibilité des terres Informers les conseillers sur la situation, les limites et l'étendue des terres à affecter Réduire l'immixtion du politique dans l'attribution des terres Informers les conseillers responsables de commissions foncières avant les prises de décisions. Formation des élus Sensibiliser et impliquer les populations
Êtes-vous au courant de désaffectations foncières dans les cuvettes ?	03 oui 12 non
Si oui, quelles en sont les raisons ?	Absence de mise en valeur sur une durée supérieure à 5 ans Demande de désaffectation de la personne attributaire Décès de l'affectataire Réaménagement et redistribution des terres aux populations locales Pour des raisons politiques ou parfois sans raison aucune
Qui désaffecte le plus souvent dans	15 pensent que c'est le conseil rural

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
les cuvettes ?	
3- LE SOUCI GENRE	
3-1- ACCES AU FONCIER	
Les femmes ont-elles accès à la terre ?	07 oui 04 plus ou moins 04 non
Si oui, comment ?	Affectations collective aux GPF et GIE Affectations individuelles sur demande (la procédure est la même pour tout citoyen qui formule une demande)
Quelles sont les contraintes liées à l'accès à la terre par les femmes ?	Raisons socio culturelles Politiques (les femmes sont minoritaires dans les instances locales) Manque de connaissances de leurs droits Absence de responsabilisation des femmes Manque d'information Non prise en compte des droits des femmes Absence de considération pour les femmes Manque de moyens techniques et financiers Manque de volonté Priorité pour les bailleurs de fonds
Comment sont-elles organisées ou comptent-elles s'organiser pour lever les contraintes ?	En Groupement d'Intérêts Economique En Groupement de Promotion Féminine En association
Existe-t-il des femmes chefs de ménage ?	14 Oui 1 non
Si oui, comment ont-elles accédé à cette charge ?	Décès ou manque de moyens du mari Divorce Célibat
Comment est gérée la terre dans les ménages tenus par les femmes ?	Autogestion (culture vivrières, mil, arachide...) Location Bail
Qui prend la décision en matière foncière ?	07 la famille 06 les hommes 02 la famille ou les femmes si elles sont chef de ménages
Relations avec les autorités coutumières et administratives par rapport à l'accès à la terre ?	04 oppositions et conflits 11 complémentarités et appui aux femmes 01 relation mitigée
3-2- RESPONSABILISATION / POSITIONNEMENT	
Les femmes ont-elles dirigé une commission foncière ?	14 non 01 non

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
Quelles positions occupent-elles dans les instances de décision foncière ?	Membre simple
Participent-elles au règlement des conflits ?	10 oui 05 non
Avec quelle influence ?	08 forte influence 01 faible influence 01 influence moyenne 05 aucune influence
3-3- FORMATIONS ET ORGANISATION	
Formations reçues dans le domaine du foncier ?	07 oui 07 non 01 ne sait pas
Quels types de formation et sur quels thèmes ?	Occupation des sols Mise en valeur des terres Gestion des collectivités et du foncier Procédures foncières Communication Gestion des coopératives et GIE Gestion des associations et groupement de promotion féminine Irrigation Accès à la terre
Y a-t-il d'autres besoins en formation ?	Rôle de la femme dans l'agriculture moderne Portée de l'implication des femmes dans la gestion foncière Procédures foncières Participation des femmes aux prises de décisions Organisation et management du foncier Accès au crédit agricole Alphabétisation Droits et devoirs de la femme en matière foncière Egalité en matière d'accès à la terre Transformation des produits agricoles Accès démocratique à la terre et gestion de l'information foncière
Comment sont organisées les femmes dans le cadre de l'accès au foncier ?	GIE GPF Associations
Quelles connaissances et quel rôle ont-elles des outils de gestion du foncier ? (POAS, CDI, REGITRES, TITRES, ACTES DIVERS etc.)	12 Aucune connaissance 03 faibles connaissances
Quelle a été leur place dans	14 pas de place

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
l'élaboration de ces outils ?	01 participation ponctuelle pour les conseillères.
Leur point de vue est il toujours ou souvent pris en compte dans les instances locales de prise de décisions concernant le foncier ?	12 oui 02 non 01 plus ou moins
3-4- ASPECTS JURIDIQUES	
Connaissance des textes sur le foncier, la GRN et la décentralisation (loi sur le domaine national, Code des Collectivités locales ? Code forestier, Code de l'Eau etc. ?	Loi sur le domaine national Loi portant transfert de compétences aux régions communes et communauté rurales Code des Collectivités Locales
Pensent-elles que ces textes protègent assez les droits des femmes à un accès équitable à la terre ?	09 oui 05 non 01 les femmes ne connaissent pas le contenu des textes
Sont-elles suffisamment prises en compte dans les attributions foncières des OP dans les cuvettes et les périmètres ?	04 non 11 oui
Ont-elles connaissance de l'existence dans la Constitution d'une disposition spécifique sur l'accès des femmes à la terre ?	06 non 09 oui
Si on doit modifier les textes, dans quel sens le souhaiteraient-elles ?	Egalité des genres dans l'accès à la terre Participation des femmes dans la gestion de la terre Attribuer les terres selon la capacité de mise en valeur Plafonner les périmètres à attribuer Prendre en compte les éleveurs en matière foncière Faciliter l'accès au crédit Privilégier les autochtones Réadaptation et régularisation des situations juridiques et des droits acquis depuis la loi sur le domaine nationale Traduction des textes en langues nationales Protections des terres contre les baux et les titres fonciers Rendre effectif la décentralisation et les compétences transférées Atténuer l'influence du politique Associer les autorités coutumières aux procédures Donner plus de place aux femmes dans les instances locales

ANNEXE 4 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Gandon

Compte rendu :

L'enquête qualité (procédure foncière) de la communauté rurale de Gandon, commencée le mercredi **25/05/2011** s'est terminée le samedi **28/05/2011**. La liste des conseillers de ladite collectivité fournie par l'assistante communautaire le mardi 23 avait permis, au préalable de joindre et de fixer rendez avec les élus après échantillonnage. Le nombre de conseiller dans la communauté rural de Gandon est de 46 membres répartis de la manière suivante :

- ✓ 40 hommes
- ✓ 06 femmes

Nous avons choisi un échantillon de 20 personnes mais à l'arrivée nous n'avons pu en interroger que **17 personnes dont 04 femmes et 13 hommes**.

L'enquête s'est déroulée selon la chronologie résumée au tableau ci après (Tableau 1) :

Outils utilisés : le questionnaire élus

Commentaires :

Parmi les conseillers interrogés nous avons observé une faible maitrise des textes régissant le foncier et une relative appréhension de la problématique genre et accès à la terre.

L'analyse du questionnaire élus (Tableau 2) montre également que la majorité des conseillers se disent imprégnés des textes de la décentralisation mais peu d'entre eux sont impliqués dans les procédures foncières. En effet, la majorité ne figure dans les commissions foncières qu'en qualité de membre simple. Au surplus, la conservation des documents fonciers est du seul ressort de l'assistante communautaire et du président du conseil rural. Ainsi, les formations ponctuelles et/ou sectorielles reçues par le conseil rural restent insuffisantes et la non maitrise des textes reste un obstacle majeur. Pour ce faire, les élus locaux réclament des formations supplémentaires.

Par ailleurs, la problématique genre et décentralisation est toujours d'actualité dans la communauté rural de Gandon. Même si beaucoup d'élus affirment que les femmes ont accès à la terre au même titre que les hommes, ces dernières ne sont pas au fait des dispositions législatives y afférents et leur influence reste faible en la matière en raison notamment de la subsistance de contraintes socioculturelles et religieuses.

Date et heure de Rendez Vous	LANGUE DE TRAVAIL	PERSONNES RENCONTREES	QUALITE	APPRECIATION DE L'ENTRETIEN
25/05/2011 de 09h 30 à 19h	Wolof et Pulaar	Maimouna Diop Amadou Camara Madiop C Diop Mamadou Niang Seynabou Niang Amadou Boye Abdoul Aziz Sow	Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont bien déroulés car les personnes interrogées étaient très coopératives et avaient une assez bonne connaissance des textes qui régissent le foncier et/ou des procédures d'affectation et désaffectation des terres. Cependant, il a été noté des obstacles notamment linguistiques du fait de la variabilité sémantique que recouvrent certaines expressions lorsqu'elles sont traduites en wolof. Par exemple : « bane dieurigne lala formation yoyou amal » ? quelle utilisation avez-vous fait de ces formations ? et ces formations ont-elles contribué à renforcer vos capacités en matière de gestion foncière ? Ces deux questions ont une même signification et les personnes enquêtées ne manquent pas de signaler les répétitions.
26/05/2011 de 09h à 11h30 Reprise de 17h à 18h	Wolof et Français	Assane Wade Fatou Top Macoumba Mbaye Hamadou sow	Conseiller, président de la commission domaniale. Conseillère Conseiller conseiller	Les entretiens se sont également bien déroulés. Une des personnes enquêtées est le président de la commission domaniale et a une bonne maîtrise des textes et des procédures foncières.
27/05/2011 de 09h 38 à 12h 13	Wolof et Français	Inssa Wade Birama Samba Fadiop Diop Birane Diop Birama Ndiaye Saliou Diaw	Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont très bien déroulés. La majorité des personnes maîtrise les textes sur le foncier. Cependant, certains conseillers sont nouveaux et n'ont pas encore acquis d'expérience en la matière.

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
LOCALISATION	
Communauté Rurale	Gandon
Région	Saint Louis
Département	Saint Louis
Arrondissement	Rao
IDENTIFICATION	
Nombre d'élus	46
Hommes	40
Femmes	06
Jeunes	////
Agriculteurs	////
Eleveurs	////
Pêcheurs	////
TEXTES ET ADMINISTRATIONS	
Etes-vous imprégnés des textes qui régissent le foncier ?	15 Oui ; 02 Non
Quel est votre niveau d'implication dans la procédure foncière ?	10 sont bien impliqués 17 faiblement impliqués
Faites- vous partie des commissions foncières ?	09 font parti des commissions foncières 08 n'en font pas parti.
Occupez-vous des postes dans ces commissions ?	01 président de la commission domaniale, 01 rapporteur de la commission domaniale, 15 membres simples.
Quel est le rôle de ces commissions ?	Les réponses sont identiques : gestions des terres, affectation et désaffectation des terres, vérification en amont et en aval des procédures foncières et de la mise en valeur des terres du domaine nationale.
Exercent-elles correctement et librement leurs responsabilités ?	12Oui 02 Non 02 plus ou moins 01 ne sais pas
Quelles sont les contraintes : Humaines ; Juridiques ; Matérielles ?	Absence de coordination Manque de NTIC et de Cartes

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
	Absence de GPS Immixtion du PCR dans la gestion des affaires domaniales. Immixtion du politique Non maitrise des textes Manque de moyens de transports
Le système actuel d'administration des terres vous satisfait-elle ?	10 oui 02 Acceptable 05 Non
Si non pourquoi ?	La Grande Offensive pour l'Agriculture la Nourriture et l'Abondance a servie de prétexte pour dilapider les terres. Affectation des terres à des personnes qui ne la mettent pas en valeur. Manque de fiabilité Manque de matériel informatique. Immixtion du politique Absence d'une participation des populations locales Mauvaise foi des conseillers
Comment l'améliorer ?	Formation des élus locaux et les jeunes Implication des populations locales Application effective des textes et rationalisation des procédures. Sécuriser le foncier Aménagement des surfaces à affecter Alléger les procédures d'affectation Vérification en amont et en aval de la mise en valeur des terres. Plafonner les surfaces à attribuer Suivi évaluation de la commission domaniale
1-RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ELUS	
Avez-vous participé à des activités de formation ?	16 Oui 1 Non
Quels ont été les thèmes de formation ?	Textes sur le foncier Modes d'attributions des terres Titres fonciers, bail et lotissement Gestion environnemental Budget Fiscalité foncière Informatique POAS, techniques et méthodes de gestion agricole Accès des femmes à la terre Utilisation des GPS

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
	Pastoralisme Cartographie Histoire de la décentralisation au Sénégal Le rôle de la commission domaniale
Quelle utilisation avez-vous faite de ces formations ?	16 Informatisation des délibérations Consultance Sensibilisation des populations 1 aucune utilisation
Ces formations ont-elles contribué à renforcer vos capacités en matière de gestion foncière ?	16 Oui 01 Non
Y a-t-il d'autres domaines de formation souhaités ?	Maraichage et techniques agricoles Ethique Finances Management Gestion foncière Communication et sociologie Egalité des droits et accès à la terre Gestion et contrôle des Collectivité locales Système d'information foncier (SIF) Techniques de culture de table Permis d'occuper, bail et titres fonciers Planification et aménagement du territoire Entrepreneuriat Fiscalité foncière
Avez-vous participé à leur élaboration ?	11 Non 06 Oui
Y a-t-il un registre foncier ?	15 Oui 2 ne savent pas
Le mode de tenue des registres fonciers et des délibérations vous convient-elle ?	09 Oui 02 Non 04 ne savent pas 02 plus ou moins
Doit-on changer la forme et le contenu des registres fonciers ?	07 Oui (informatiser et faciliter l'accès) 06 non 04 ne savent pas
Participez- vous à la gestion et à la	17 Non

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
conservation des documents fonciers ?	
Comment ?	
Avez-vous des archives et documents personnels dans la gestion foncière ?	14Oui 03 non
Avez-vous accès aux documents conservés par les autres acteurs ?	04 oui 13 non
Pensez vous que la qualité de leur conservation donne satisfaction ?	10 oui 05 non 02 plus ou moins
2-GESTION DEMOCRATIQUE DE L'ADMINISTRATION FONCIERE	
Participez- vous sans aux décisions ?	14 oui 03 non
Si non, quelles en sont les raisons ?	Politiques Pas de convocation Ne fait pas parti de la commission domaniale
Les réunions du conseil sont-elles fréquentes ?	06 oui 03 plus ou moins 08 Non
Si oui, selon quelle périodicité ? Si non, pourquoi ?	Les réponses données varient entre 1 fois par moi à 1 fois par an sauf urgence.
Comment sont prises les décisions en matière foncière ?	Réunion du conseil municipal (ordre du jour, débats, vote.)
Avez-vous toutes les informations nécessaires sur les dossiers de demande et sur les procédures qui ont abouti à la décision ?	13 oui 04 non
Sont-elles exécutées normalement, par qui ?	14 oui 03 non
Sinon, quelles solutions préconisez-vous ?	Respect des normes relatives les normes relatives aux enquêtes. Etudes minutieuse des renseignements fournis par les affectataires. Formation des élus Sensibilisation des populations
Êtes-vous au courant de désaffectations foncières dans les	10 oui 07 non

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
cuvettes ?	
Si oui, quelles en sont les raisons ?	Absence de mise en valeur Appartenance à une famille politique de l'opposition
Qui désaffecte le plus souvent dans les cuvettes ?	15 le conseil rural 02 ne maitrisent pas la procédure
3- LE SOUCI GENRE	
3-1- ACCES AU FONCIER	
Les femmes ont-elles accès à la terre ?	12 oui 02 plus ou moins 03 non
Si oui, comment ?	Affectations collective (pour les GPF et les GIE) Affectation individuelles sur demande
Quelles sont les contraintes liées à l'accès à la terre par les femmes ?	Contraintes socioculturelles et religieuses Manque de moyens techniques et financier Manque de volonté
Comment sont-elles organisées ou comptent-elles s'organiser pour lever les contraintes ?	En GIE En GPF
Existe-t-il des femmes chefs de ménage ?	16 Oui 1 non
Si oui, comment ont-elles accédé à cette charge ?	Décès ou manque de moyens du mari Divorce Célibat
Comment est gérée la terre dans les ménages tenus par les femmes ?	Culture vivrières (mil, arachide...) Maraichage
Qui prend la décision en matière foncière ?	08 la famille 07 les hommes 02 les femmes
Relations avec les autorités coutumières et administratives par rapport à l'accès à la terre ?	06 relations de conflits 08 complémentarités et appui aux femmes 02 relations mitigées
3-2- RESPONSABILISATION / POSITIONNEMENT	
Les femmes ont-elles dirigé une commission foncière ?	17 non
Quelles positions occupent-elles dans les instances de décision foncière ?	Membre simple

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
Participant-elles au règlement des conflits ?	07 oui 02 plus ou moins 08 non
Avec quelle influence ?	08 aucune 04 forte 03 faible 02 moyenne
3-3- FORMATION ET ORGANISATION	
Formations reçues dans le domaine du foncier ?	04 pas de formation il y a des formations dispensées aux femmes
Quels types de formation et sur quels thèmes ?	Genre et accès à la terre Droits de la femme en matière foncière POAS Leadership Gestion des terres Mise en demeure dans la procédure foncière Informatique
Y a-t-il d'autres besoins en formation ?	Culture de Table (jardinage et/ou maraichage sur support de tables ; la technique consiste à développer des cultures sur un espace réduit avec un maximum de profit. Réduction des coûts de production). Planification et aménagement du territoire Management Transformation de produits agricoles
Comment sont organisées les femmes dans le cadre de l'accès au foncier ?	GIE GPF Associations
Quelles connaissances et quel rôle ont-elles des outils de gestion du foncier ? (POAS, CDI, REGITRES, TITRES, ACTES DIVERS etc.)	06 Aucune connaissance 08 faibles connaissances 03 bonnes connaissances (les élues seulement)
Quelle a été leur place dans l'élaboration de ces outils ?	17 pas de place sauf des participations ponctuelles pour les conseillères.
Leur point de vue est-il toujours ou souvent pris en compte dans les instances locales de prise de décisions concernant le foncier ?	10 oui 04 non 03 plus ou moins
3-4- ASPECTS JURIDIQUES	
Connaissance des textes sur le	Loi sur le domaine national

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
foncier, la GRN et la décentralisation (loi sur le domaine national, Code des Collectivités locales ? Code forestier, Code de l'Eau etc. ?	Charte du domaine irrigué Code forestier Code des Collectivités Locales
Pensent-elles que ces textes protègent assez les droits des femmes à un accès équitable à la terre ?	12 oui 04 non 01 normalement
Sont-elles suffisamment prises en compte dans les attributions foncières des OP dans les cuvettes et les périmètres ?	13 oui 02 non 01 normalement 01 plus ou moins
Ont-elles connaissance de l'existence dans la Constitution d'une disposition spécifique sur l'accès des femmes à la terre ?	14 oui 03non
Si on doit modifier les textes, dans quel sens le souhaiteraient-elles ?	Tenir compte des droits coutumiers Accorder des Baux aux paysans Prendre en compte l'accès des femmes à la terre Accessibilité des textes (traduction en langues nationales) Protection des acteurs Prévoir des formulaires types pour les demandes d'attribution Redéfinition du critère de la mise en valeur Redéfinition des méthodes de délimitation des terres et des servitudes de passage des animaux Exiger l'informatisation des documents fonciers

ANNEXE 5 : Rapport des enquêtes qualité dans la commune de Ross Béthio

I) Compte rendu

L'enquête qualité de la commune de Ross-bethio a été effectuée en deux jours (du 10/06/2011 au 11/06/2011). Un échantillon de 13 personnes a été choisi parmi les 40 conseillers de la collectivité locale. L'enquête s'est déroulée selon la chronologie décrite au Tableau1.

II) Commentaires

La formation des élus locaux est plus que nécessaire. C'est ce que montre l'analyse du « questionnaire élus » de la commune de Ross-Bethio. En effet, l'absence de formation sur les méthodes de gestion des terres du domaine national et sur la décentralisation semble être la difficulté majeure à laquelle les conseillers sont confrontés. Nombreux sont ceux qui affirment que la commune n'a pas reçu compétence en matière d'affectation et de désaffectation des terres à usage agricole ; or cette dernière compétence est reconnue aux communes chargées de la gestion des zones urbaines à vocation agricole.

Au surplus, il a été constaté que les élus interrogés ont préféré s'abstenir de répondre à certaines questions. Pour ce faire, il conviendrait de lever le voile sur la discipline et ne pas adopter une position partisane qui dicte de ne relever que les aspects positifs et de ne rien dire sur ce qui pourrait porter préjudice ou au mieux renvoyer la faute aux parties adverses (opposition). De cette remarque il ressort que, même si les cibles ont été coopératives et le questionnaire bien administré, il subsiste une marge d'erreur importante au regard de l'objectif recherché et de la véracité des informations reçues.

Par ailleurs, dans la commune, les femmes ont accès à la terre au même titre que les hommes voir même plus. Cependant elles accèdent difficilement aux crédits agricoles et n'ont pas été formées en management des procédures foncières et en gestion des crédits.

Date et heure de Rendez Vous	LANGUE DE TRAVAIL	PERSONNES RENCONTREES	QUALITE	APPRECIATION DE L'ENTRETIEN
10/06/2011de 10h 30 à 15h	Wolof et français	Saliou Cissé Moussa Wade Cheikh T. Guèye Mar Diop Ndiaye Nogaye Guèye Birahim Wade Isma Bâ Ndiaga Fall Assane Fall	Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont très bien déroulés. La majorité des personnes interrogées parle français et est impliquée dans la gestion foncière (01 vice président de la commission aménagement du territoire, 01 président de la commission environnement, 01 adjoint du président de la commission environnement, 01 président de la commission urbanisme, 01 président de la commission élevage, 01 membre de la commission élevage).
11/06/2011de 11h30 à 13h30	Wolof	Amadou Diop Alassane Kâ Cheikh Bâ Ndiaye Diop	Conseiller Conseiller Conseiller Conseiller	Les entretiens se sont bien déroulés cependant il a été noté dans les différentes collectivités locales une faible maîtrise des textes due à un manque de formation des élus locaux dans le domaine foncier.

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
LOCALISATION	
Collectivité : Commune	Ross-Bethio
Région	Saint Louis
Département	Dagana
Arrondissement	
IDENTIFICATION	
Nombre d'élus	40
Hommes	35
Femmes	05
Jeunes	////
Agriculteurs	////
Eleveurs	////
Pêcheurs	////
TEXTES ET ADMINISTRATIONS	
Etes-vous imprégnés des textes qui régissent le foncier ?	8 oui 04 non 01 plus ou moins
Quel est votre niveau d'implication dans la procédure foncière ?	06 pas impliqués 04 bien impliqués 03 moyennement impliqués
Faites- vous partie des commissions foncières ?	07 non 06 oui
Occupez-vous des postes dans ces commissions ?	01 vice président de la commission aménagement du territoire 01 président de la commission environnement 01 adjoint du président de la commission environnement 01 président de la commission urbanisme 01 président de la commission élevage 01 membre de la commission élevage
Quel est le rôle de ces commissions ?	Gestion des sites et places destinés aux abattoirs et aux pâturages ; Vérification du respect des tracés de piste de bétail (commission élevage) Protection des terres ; des places publiques ; des voiries ; élaboration des plans d'urbanisme de détails et des plans de lotissement ; vérification de la constructibilité des terres (commission urbanisme) Assainissement et reboisement (commission environnement) Affectation et désaffectation des terres ; gestion et assistance des populations dans l'accès à la terre ; gestion des demandes et procédures foncières ; facilitateur des décisions concernant le foncier ; facilitation et médiation lors des conflits entre agriculteurs et éleveurs (commission domaniale).

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
Exercent-elles correctement et librement leurs responsabilités ?	02 non 03 plus ou moins 04 non 04 oui
Quelles sont les contraintes : Humaines ; Juridiques ; Matérielles ?	Manque de moyens logistiques (GPS, voitures, cartes, plans) Manque de formation Manque de coordination Absence d'implication des populations Immixtion du politique Insuffisance des terres à attribuer par rapport à la demande Absence de compétences transférées en matière d'affectation des terres (SIC ????? ou SIG ??).
Le système actuel d'administration des terres vous satisfait-elle ?	03 oui 04 plus ou moins 04 non 02 ne sait pas
Si non pourquoi ?	Manque de transparence Manque d'organisation et d'implication en matière d'aménagement du territoire et d'occupation des terres Absence d'égalité dans l'accès à la terre Procédures d'affectation non achevées (consistent à affecter à une personne des terres à usage agricole sans pour autant lui donner un permis d'occuper autrement dit une affectation théorique voire même fictive). c'est ce que les élus appellent « délibération sans installation » Manque de formation des membres des commissions foncières Non respect des procédures d'attribution. Priorités pour les « riches », les politiciens au détriment des petits exploitants et des populations à faible revenu.
Comment l'améliorer ?	Coordonner et installer une démocratie participative en matière d'accès au foncier Procéder par une meilleure répartition des terres en privilégiant les autochtones Instaurer l'égalité en matière d'accès à la terre Associer les chefs coutumiers au processus d'affectation des terres Former les membres de la commission domaniale sur leur rôle Instaurer une communication viable avec les GIE Mettre en place un dispositif adéquat pour la gestion du foncier Impliquer les populations locales Mettre en place des comités techniques pour la sécurisation foncière
1-RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ELUS	

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
Avez-vous participé à des activités de formation ?	02 Oui 11 Non
Quels ont été les thèmes de formation ?	Elaboration et mise en œuvre des Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols Zonage Loi d'Orientation Agro Sylvo-Pastorale Cartographie Loi sur le Domaine national
Quelle utilisation avez-vous faite de ces formations ?	Initiation et mise en application des plans de planification et d'animation
Ces formations ont-elles contribué à renforcer vos capacités en matière de gestion foncière ?	02 oui 11 n'ont jamais fait de formation
Y a-t-il d'autres domaines de formation souhaités ?	Modalités de communications et d'informations foncières Gestion et protection de l'environnement Gestion foncière Initiation aux textes sur le foncier Habitat et gestion des ressources naturelles Outils de gestion foncière Titres et permis d'occuper Affectation et désaffectation des terres Gestion et mise en valeur des terres Gestion crédits agricoles Formation et gestion de l'élevage Décentralisation et gestion foncière Urbanisme et aménagement du territoire
Avez-vous participé à leur élaboration ?	12 Non 01 Oui
Y a-t-il un registre foncier ?	06 oui 05 ne savent pas 02 non
Le mode de tenue des registres fonciers et des délibérations vous convient-elle ?	07 ne savent pas 01 plus ou moins 04 oui 01 n'a rien dit
Doit-on changer la forme et le contenu des registres fonciers ?	07 ne sait pas 03 non 02 oui 01 n'a rien dit
Participez- vous à la gestion et à la conservation des documents fonciers ?	03 oui 10 non

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
Comment ?	Conservation des copies et extraits de délibérations
Avez-vous des archives et documents personnels dans la gestion foncière ?	08 oui 05 non
Avez-vous accès aux documents conservés par les autres acteurs ?	11 non 02 oui
Pensez vous que la qualité de leur conservation donne satisfaction ?	08 oui 02 non 03 ne sait pas
2-GESTION DEMOCRATIQUE DE L'ADMINISTRATION FONCIERE	
Participez- vous sans aux décisions ?	09 oui 04 non
Si non, quelles en sont les raisons ?	Ne siège pas au conseil N'est pas membre de la commission domaniale Les communes n'ont pas reçues de compétences en matière foncière dans le cadre de la décentralisation.
Les réunions du conseil sont-elles fréquentes ?	04 non 04 ne savent pas 02 plus ou moins 03 oui
Si oui, selon quelle périodicité ? Si non, pourquoi ?	Il n'y a pas de calendrier prédéfini pour les réunions elles se tiennent selon les demandes et selon les urgences
Comment sont prises les décisions en matière foncière ?	Par délibération du conseil municipal
Avez-vous toutes les informations nécessaires sur les dossiers de demande et sur les procédures qui ont abouti à la décision ?	08 oui 02 non 03 ne savent pas
Sont-elles exécutées normalement, par qui ?	Par les attributaires Par le conseil
Sinon, quelles solutions préconisez-vous ?	Lutter contre l'immixtion du politique et des hommes religieux (marabouts) ; le manque de transparence, la corruption en matière foncière (pots de vin sont souvent versés aux élus avant délibération).
Êtes-vous au courant de désaffectations foncières dans les cuvettes ?	10 non 03 oui
Si oui, quelles en sont les raisons ?	Absence de mise en valeur Raisons d'opportunité Raisons politiques
Qui désaffecte le plus souvent dans les cuvettes ?	le conseil municipal

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
3- LE SOUCI GENRE	
3-1- ACCES AU FONCIER	
Les femmes ont-elles accès à la terre ?	12 oui 01 plus ou moins
Si oui, comment ?	Affectations collective aux GPF et GIE Affectation individuelles sur demande (la procédure est la même pour les tout citoyen qui formule une demande)
Quelles sont les contraintes liées à l'accès à la terre par les femmes ?	08 pas de contraintes 05 faible représentation des femmes dans les instances locales de décision politiques Socioculturelles Manque de moyens
Comment sont-elles organisées ou comptent-elles s'organiser pour lever les contraintes ?	En Groupement d'Intérêts Economique En Groupement de Promotion Féminine En association
Existe-t-il des femmes chefs de ménage ?	13 oui
Si oui, comment ont-elles accédé à cette charge ?	Décès ou manque de moyens du mari Divorce Célibat Volonté de s'occuper de leurs familles
Comment est gérée la terre dans les ménages tenus par les femmes ?	Autogestion (culture vivrières, mil, arachide...) Location
Qui prend la décision en matière foncière ?	01 la collectivité 01 les groupements (pour les associations de femmes) 09 les hommes 02 la famille ou les femmes si elles sont chefs de ménages
Relations avec les autorités coutumières et administratives par rapport à l'accès à la terre ?	12 bonnes relations (complémentarité) 01 conflit
3-2- RESPONSABILISATION / POSITIONNEMENT	
Les femmes ont-elles dirigé une commission foncière ?	10 non 02 ne sait pas 01 oui
Quelles positions occupent-elles dans les instances de décision foncière ?	Membres simple une femme a déjà dirigé la commission environnement
Participent-elles au règlement des conflits ?	09 oui 03 ne savent pas 01 non
Avec quelle influence ?	06 forte influence

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
	01 faible influence 02 influence moyenne 04 ne savent pas le degré d'influence
3-3- FORMATION ET ORGANISATION	
Formations reçues dans le domaine du foncier ?	07 oui 04 non 02 ne sait pas
Quels types de formation et sur quels thèmes ?	Demandes d'affectation Gestion agricole Gestion des groupements Mode d'utilisation de la terre Fonctionnement des commissions foncières Loi sur le domaine national Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols Compétences transférées Genre et accès à la terre Gestion et mise en valeur des terres
Y a-t-il d'autres besoins en formation ?	Gestion foncière Plaidoyer sur les droits humains et les droits des femmes d'accès de la terre Accès au crédit Management et gestion des crédits agricoles Transformation et gestion des produits laitiers
Comment sont organisées les femmes dans le cadre de l'accès au foncier ?	GIE GPF Associations
Quelles connaissances et quel rôle ont-elles des outils de gestion du foncier ? (POAS, CDI, REGITRES, TITRES, ACTES DIVERS etc.)	09 Aucune connaissance 03 plus ou moins (faibles connaissances) 02 ne savent pas 03 connaissance moyenne 01 bonne connaissance
Quelle a été leur place dans l'élaboration de ces outils ?	Les femmes ne participent pas à l'élaboration des outils
Leur point de vue est il toujours ou souvent pris en compte dans les instances locales de prise de décisions concernant le foncier ?	13 oui
3-4- ASPECTS JURIDIQUES	
Connaissance des textes sur le foncier, la GRN et la décentralisation (loi sur le domaine national, Code des Collectivités locales ? Code	08 pas de connaissances 02 connaissances faibles 03 plus ou moins

THEMES ABORDES	REponses APORTEES
forestier, Code de l'Eau etc. ?	
Pensent-elles que ces textes protègent assez les droits des femmes à un accès équitable à la terre ?	11 oui 02 non
Sont-elles suffisamment prises en compte dans les attributions foncières des OP dans les cuvettes et les périmètres ?	01 non 12 oui
Ont-elles connaissance de l'existence dans la Constitution d'une disposition spécifique sur l'accès des femmes à la terre ?	03 non 10 oui
Si on doit modifier les textes, dans quel sens le souhaiteraient-elles ?	Consulter les populations Egalité en matière d'accès à la terre Plafonner le périmètre des terres à attribuer Redéfinir l'application des procédures foncières et le critère de la parité Application effective des textes sur le foncier Exiger des études d'impact des projets d'aménagement Exiger l'application du critère de la mise en valeur Meilleure prise en compte des droits des femmes d'accès à la terre Supprimer les droits coutumiers Privilégier l'information et la communication foncière Sensibiliser et aménager des privilèges pour les femmes (alléger les procédures) Instruire et former les femmes aux pratiques et procédures foncières.

ANNEXE 6 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Ronkh

THEMES ABORDES		REPONSES APORTEES
IDENTIFICATION-LOCALISATION		
Communauté rurale		Ronkh
Département		
Arrondissement		
PRESENCE		
Nombre de conseillers présents		30
Nombre d'hommes		26
Nombre de femmes		04
Chefs traditionnels présents		////
Administration		
Services techniques		Centre d'Appui au Développement Local (CADL) Société d'Aménagement et d'exploitation des terres du Delta (SAED)
OP		Représentante des Groupements de Promotion Féminine
Autres		Comité Consultatif Arrondissement de Ndiaye
CONNAISSANCES ET OUTILS		
1.1-TEXTES DE LOI SUR LE FONCIER		
Connaissance des textes		
Quels sont les textes régissant le foncier que vous connaissez ?		Loi sur le domaine national Loi sur le domaine de l'Etat
Comment les utilisez-vous dans le cadre de vos compétences foncières ?		Applications des directives de loi
Les textes sont-ils faciles à appliquer ?		Plus ou moins
En cas d'imprécision, que faites- vous ?		Interprétation et adaptation aux réalités locales
Comment faites-vous le lien entre la loi foncière et les lois sur la décentralisation en matière d'affectation ?		Les compétences transférées servent de lien entre les prérogatives reconnues aux Collectivités Locales en matière de décentralisation et leur matérialisation par la loi foncière.
Comment la collectivité locale gère-t-elle les rapports avec les acteurs traditionnels dans les procédures d'affectation foncière ?		Privilégie l'application des textes mais associe les chefs de villages aux procédures d'affectations.

THEMES ABORDES	REPONSES APORTEES
Comment gérez- vous les conflits avec ces derniers ?	Pas de conflits
La commission domaniale existe-elle de façon permanente ?	Oui
Maîtrise des textes	
La langue des textes vous est-elle accessible ?	Oui
Lisez- vous les textes dans les langues nationales ?	Non (une demande a été formulée en la matière pour obtenir aux élus des séminaires de formation en langues nationales).
Avez-vous subi une formation spécifique pour cela ?	Non
Les documents produits ou détenus par les autres acteurs et institutions vous sont –ils accessibles ?	Non
Degré de maîtrise et d'appropriation des textes	
Comment comprenez- vous les textes par rapport aux pratiques ?	Le manque de moyens financiers et de ressources humaines suffisantes pour mettre en œuvre les textes, sont la résultante des écarts remarqués entre la lettre des textes et son application.
Quelle interprétation faite vous de la loi dans vos délibérations foncières ?	Interprétation stricte
1-2- PROCEDURES ET OUTILS DE GESTION	
Maîtrise des procédures d'affectation/désaffectation des terres	
Les autres acteurs sont-ils impliqués avant ou après la décision foncière ?	Sont pas impliqués
Comment procédez- vous pour l'affectation et désaffectation des terres (Commune/Communauté rurale)	<p>Affectation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - introduction et réception de la demande -visite collective sur le terrain par la commission domaniale, le chef de villages, des conseillers habitant la localité. -vérification de la disponibilité des terres -Délibération après discussions au conseil <p>Désaffectation : même procédure sauf pour la mise en demeure et la délibération sur le retrait des terres affectées après discussion au conseil</p>
Quel est le degré d'implication de ces autres institutions ?	Faible implication
Comment procédez- vous pour désaffecter les terres ?	Il n'y a jamais eu de désaffectation
Quelle est la composition de votre commission domaniale ?	04 membres composent la commission. On y a également intégré la commission

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
	aménagement du territoire, la commission conflits et les chefs de village.
Les commissions domaniales et foncières sont-elles outillées pour leur mission ?	Plus ou moins elle manque en effet de moyens financiers et logistiques.
Les services des Domaines et du Cadastre appuient-ils les opérations foncières ? Spontanément ou à la demande de la collectivité ?	Non
Avez-vous recours à des procédures coutumières dans l'affectation des terres ?	Non
Les différents outils de gestion connus (POAS, CDI, Registres fonciers, etc.)	
Quels sont les outils de gestion du foncier que vous connaissez ?	Connaissance théoriques du POAS (Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols) et de la CDI (Charte du Domaine irrigué)
Quel a été votre degré d'implication dans l'élaboration des outils ?	Pas d'implication puisque ces outils ne sont pas mis en œuvre au niveau de la collectivité.
Quels sont les outils de gestion du foncier que vous utilisez ? (accorder une attention aux PUD)	AUCUN
A quoi vous servent-ils ?	//////
Quelles sont les contraintes liées à leur application ?	Manque de moyens financiers
Doit-on les modifier, pourquoi, par qui et comment ?	Oui ils doivent être modifiés par ce que ne sont pas adaptés à la gestion de la communauté rurale.
Qu'est ce qui explique le retard dans l'adoption de votre POAS (CR concernées) ?	Manque de moyens financiers
De quels documents fonciers disposez-vous dans votre Conseil ?	Registres fonciers
Par qui sont-ils tenus ?	L'Assistant Communautaire et le Président du Conseil Rural
Date de constitution ou de mise à jour ?	////////
Comment et où sont-ils conservés ?	Archivages dans les bureaux de la collectivité locale.
Sont-ils mis à jour ?	Oui
Comment et par quel procédé cette mise à jour s'effectue ?	Inscription de toutes les affectations nouvelles dans le registre par l'Assistant Communautaire et/ou le Président du Conseil Rural
Les attributions opérées par les OP sont-elles suivies par le conseil ? Par quel procédé ?	Non
Les documents fonciers détenus par les OP sont-	Non

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
ils transmis pour copie aux conseils ?	
Les collectivités disposent-elles de copies des titres fonciers et autres baux concernant des terres situées dans leur territoire ?	Non
1-3- INSTITUTIONS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION DES TERRES	
Les institutions compétentes	
A part les conseils ruraux et municipaux, quelles sont les autres institutions qui sont compétentes en matière d'administration du foncier ?	Centre d'Appui au Développement Local (CADL) Société d'Aménagement et d'exploitation des terres du Delta (SAED)
Le rôle des services des Domaines, du Cadastre, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire est-il connu et reconnu ?	Non
Comment se fait la collaboration avec ces institutions ?	Pas de collaboration substantielle.
Le CADL joue-t-il toujours son rôle d'appui technique ?	Plus ou moins (elle manque de moyen pour appuyer la communauté rurale).
Quelle est la place de la SAED en matière d'administration foncière ?	Appui aux collectivités locales.
Le Conseil Régional et l'ARD ont-ils un rôle à jouer ?	Ne sont pas impliqués
Les autorités coutumières imposent-elles aux collectivités des pratiques et procédures coutumières ?	Non
Demande-t-on leur avis à chaque opération d'affectation dans les cuvettes ?	Non
Qu'est-ce que la sécurité foncière pour vous ?	Un équilibre entre les textes et les moyens de mise en œuvre.
La sécurisation foncière par les procédures actuelles est-elle possible ?	Elle ne peut être effective que si elle s'accompagne d'un transfert de moyens.
Rapports entre acteurs	
Les rapports avec le représentant de l'Etat sont-ils corrects sur le plan institutionnel ?	Oui
L'approbation de la décision foncière pose-t-elle des difficultés et des lenteurs ?	Non
Les actes en matière foncière ont-ils souvent fait l'objet d'un déferé devant la justice ?	Non
La collaboration entre les collectivités et les services techniques et OP est-elle importante ?	Non
Y a-t-il des Groupements d'Intérêt Communautaire ?	Il y'a un groupement régional en cours de formation mais
Objet ?	

THEMES ABORDES	REPONSES APPORTEES
Superficie éventuelle concernée ?	
Localisation ?	Richard Toll
1-4-L'APPLICATION DE LA LOI ET LES PRATIQUES	
Quels types de problèmes sont posés par l'application de la loi sur le domaine national, par les lois sur la décentralisation ?	Manques de moyens humains qualifiés pour la mise en œuvre de la loi sur le domaine national Absence de définition du critère de la mise en valeur
Des pratiques locales sur la base de conventions locales se substituent –elles où viennent-elles en appui aux procédures légales ?	Non
Rapports avec les chefs coutumiers dans l'application des textes ?	Bonnes relations
Opposition des chefs à la décision foncière et niveau ?	Pas d'oppositions
Quelle réaction de la collectivité et de l'Administration ?	/////
1-5- LES CONFLITS	
Y a-t-il eu des recours devant les collectivités ou les présidents et maires ?	Non
Y a-t-il eu des recours en matière foncière devant la justice ?	Non
Origine et fréquence des conflits dans la gestion et l'administration des terres ;	Conflits quotidien résultant du non respect du critère de mise en valeur
Les mêmes institutions et acteurs sont-ils impliqués dans la gestion des conflits fonciers ?	Oui
Quel est fondamentalement le rôle des collectivités locales et des chefs coutumiers dans le règlement des conflits ?	Convoquer et trouver des consensus entre les parties. (les conseillers ont formulés en l'espèce une demande d'appui technique pour la gestion des conflits).
Quel mode de règlement privilégié dans la cuvette ou le périmètre ?	Médiation et conciliation

ANNEXE 7 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Ndiayène Pendao

Collectivité	CR de Ndiayène Pendao
Région	Saint-Louis
Département	Podor
Arrondissement	Thillé Boubacar
Nombre d'élus	46
Elus homme	38
Elus femmes	08

Liste des élus Enquêtés

N°	Nom et Prénoms	Titre
1.	Ibrahima Bâ	Conseiller rural
2.	Kadiata Salif Bâ	Conseiller rural
3.	Abou Amadou Bâ	Conseillère rural
4.	Mactar Sow	Conseiller rural
5.	Baidy Moussa Sow	Conseillère rural
6.	Métou Bâ	Conseillère rural
7.	El hadji Khouma Ndiaye	Conseiller rural
8.	Binta Diom Bâ	Conseillère rural
9.	Abdoulaye Diom Bâ	Conseiller rural
10	Fatimata Bâ	Conseiller rural
11	Mamadou Alassane Anne	Conseiller rural
12	Samba Hamath Dia	Conseiller rural
13	Issa Diagne	Conseiller rural
14	Alassane Moussa Sow	Conseiller rural
15	Mamadou Silèye Diallo	Conseiller rural

Résumé des entretiens	
Date	Lundi 18 et 19 janvier 2011
Titre et profession	Conseillers ruraux
Le foncier et les élus	
Textes et administrations	<p>✓ La plupart des enquêtés avoue être bien imprégné des textes de gestion foncière. 11 des conseillers enquêtés font partie de la commission foncière. Seulement 04 conseillers ne font pas partie d'une commission de gestion foncière.</p> <p>✓ La commission chargée de la gestion foncière exerce librement et correctement ses responsabilités. Mais pour Abdoulaye Diom Bâ, la commission n'exerce pas librement sa responsabilité pour des raisons politiques.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La commission foncière est composée des conseillers nouveaux. Les ressources humaines (les conseillers ruraux en charge de la gestion foncière) manquent donc d'expérience pour comprendre et appliquer librement les textes régissant le foncier en milieu rural. ✓ Même si (pour certains conseillers) la gestion actuelle du foncier les satisfait, les textes de loi doivent être améliorés pour que toute la population bénéficie de l'exploitation des terres.
Renforcement des capacités des élus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En ce qui concerne le renforcement de capacités des élus locaux, certains enquêtés ont bénéficié des activités de formation sur : les animations de zone du POAS fait par la SAED/CIFA, sur les orientations du budget, les rôles et responsabilités des élus locaux, sur la planification, gestion foncière, comment remplir le registre foncier ? etc. Pour certains les connaissances tirées de ces différentes séances ont été partagées avec les populations et les autres conseillers qui n'étaient pas présent lors de la formation. Mais selon les autres conseillers enquêtés, ils n'ont pas fait de formation depuis leur installation. ✓ D'une manière générale, les formations ont permis à la commission foncière d'améliorer leurs compétences en matière de gestion foncière. ✓ Toutefois, ils ont manifesté leur besoin en formation dans d'autres domaines: rôle et responsabilité d'un conseiller rural, initiation à l'information, gestion d'OP et de projet, etc. ✓ La communauté rurale disposait d'un registre foncier. Grâce au partenariat avec le PACR-vallée, un nouveau registre foncier est acquis. Selon eux, le registre est bien entretenu dans la maison communautaire par l'ASCOM. ✓ Seuls les conseillers qui avaient bénéficié de la formation de la SAED-CIFA disposent d'une documentation en matière de gestion foncière qu'il partage avec ses autres collègues. Toutes les archives et documents existants sont bien conservés au niveau de la communauté rurale par l'ASCOM et par les autres collègues.
Gestion démocratique de l'administration foncière	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous les enquêtés affirment qu'ils participent pleinement et librement à toutes les décisions prises en matière foncière. ✓ Pour certains, les réunions du conseil sont régulières ;ces réunions sont fonctions des besoins : session ordinaire tous les 3 mois et au besoin des sessions extraordinaires. ✓ Les décisions en matière foncière sont prises en concertation et tous les conseillers souvent en présence du sous-préfet. ✓ Ils ont toutes les informations sur la procédure pour l'acquisition d'un terrain jusqu'à l'affectation, même si certains n'ont pas suivi une demande jusqu'à terme. Les décisions qui sont prises en matière foncières sont correctement exécutées par la commission. ✓ Parmi les enquêtés, une seule personne a assisté à une

		désaffectation de terres alors que les autres n'ont jamais assisté à une telle situation dans les cuvettes.
Le Souci genre		
Accès au foncier		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans la CR, les femmes ont accès à la terre. ✓ Le plus souvent, elles accèdent à la terre à titre individuelle par héritage, legs, prêt, etc. De plus en plus, elles accèdent à la terre par demande d'affectation. Elles sont confrontées essentiellement à des contraintes de moyens matériels et financiers. les femmes n'ont pas souvent les moyens pour acquérir, entretenir et exploiter correctement une terre. Pour pallier ces difficultés, elles s'organisent en groupement (GPF ou GIE) pour enclencher une demande une terre à exploiter collectivement. ✓ Dans la CR, il existe des femmes chefs de ménages dans les villages, elles accèdent à se statut le plus souvent après le décès de leurs maris ou suite au divorce. Pour cela, elle gère la terre avec ces enfants si elle en a. Sinon les frères de son mari l'aide à la gestion de ses terres. ✓ En outre, en matière foncière, il existe une bonne collaboration entre autorités coutumières et administration.
Responsabilisation Positionnement	/	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous les enquêtés affirment qu'une femme n'a jamais dirigé une commission foncière, ✓ Toutefois, elles sont des membres du bureau de la commission foncière.
Capacitation organisation	et	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Certaines femmes conseillères ont bénéficié d'une formation concernant le domaine de la gestion foncière. Mais, il faudra élargir la formation pour les autres femmes. D'autres formations comme le renforcement de capacités, de la femme, gestion de microprojet.
Aspects juridiques		<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des enquêtés pense que les femmes ont peu de connaissances des textes sur le foncier. Pour certains, on de doit pas modifier les textes. Mais pour d'autres les textes doivent êtres revus dans le sens de mieux renforcer le pouvoir des autorités coutumières dans l'administration foncière. Dans la société halpullar, l'autorité coutumière est importante et pour une sécurisation foncière.

ANNEXE 8 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Guédé Village

Collectivité	CR de Guédé Village
Région	Saint-Louis
Département	Podor
Arrondissement	Gamadji Sare
Nombre d'élus	50
Elus homme	44
Elus femmes	06

N°	Prénom et Nom	Structure
01	Abou Silèye Diallo	Conseiller rural
02	Silèye Bocar Wade	Conseiller rural
03	Yaya Dieng	Conseiller rural
04	Amadou Abdourahmane Pam	Conseiller rural
05	Amadou Ibrahim Diack	Conseiller rural
06	Ousmane Thiam	Conseiller rural
07	Alpha Sow	Conseiller rural
08	Abou Harouna Anne	Conseiller rural
09	Bocar Wade	Conseiller rural
10	Hamath Diack	Conseiller rural
11	Moussa H. O. Mall	Conseiller rural
12	Oumar Diom	Conseiller rural

Résumé des entretiens	
Date	Les 21 et 22 janvier 2011
Structure	Conseillers ruraux
Le Foncier et les Elus	
Textes et administrations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les enquêtés avouent être bien imprégnés des textes régissant la gestion foncière. Certains d'entre eux font partie de la commission foncière. Mais d'autres conseillers enquêtés ne font pas partie de commission de gestion foncière. ✓ La commission en charge de la gestion foncière exerce librement et correctement sa mission. Alors que pour certains la commission n'exerce pas librement sa responsabilité pour des raisons politiques. Cependant la commission est confrontée à beaucoup de problèmes surtout en logistiques (voiture de transports, cartographie des parcelles, GPS) ✓ Beaucoup de membres de la commission foncière sont nouveaux. De ce fait, ils manquent de connaissances et d'expérience pour comprendre et appliquer librement les textes régissant le foncier en

	<p>milieu rural.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mmême si pour certains conseillers, la gestion actuelle du foncier les satisfait, les textes de loi doivent être améliorés pour que toute la population bénéficie de l'exploitation des terres.
Renforcement des capacités des élus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la majorité des enquêtés n'ont pas subi de formation : seulement quelques-uns ont bénéficié de formation : comment affecter les terres, sur les orientations du budget, etc. Pour certains les connaissances tirées de ces différentes séances ont été partagées avec les populations et les autres conseillers qui n'étaient pas présent lors de la formation. <p>Cependant bon nombre de conseillers enquêtés n'ont pas encore été formé dans la gestion foncière.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ De ce fait, ils ont manifesté leur besoin en formation dans d'autres domaines : rôle et responsabilité d'un conseiller rural, initiation à l'information, gestion d'OP et de projet, etc. ✓ La CR dispose d'un registre foncier bien entretenu par l'ASCOM. ✓ Seuls quelques conseillers disposent d'une documentation en matière de gestion foncière qu'il partage avec ses autres collègues. Les documents dont ils disposent sont traduits en pullar. Toutes les archives et documents existants sont bien conservés au niveau de la communauté rurale par l'ASCOM et par le vice-PCR.
Gestion démocratique de l'administration foncière	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Toutes les personnes interrogées affirment qu'ils participent pleinement et librement à toutes les décisions prises en matière foncière. ✓ Dans l'ensemble, les réunions du conseil rural sont régulières et que ces réunions dépendent de situation et du contexte: session ordinaire tous les 3 mois et au besoin des sessions extraordinaires ou des réunions d'information ou de sensibilisation. ✓ Les décisions en matière foncière sont prises en concertation et tous les conseillers en présence du sous-préfet. ✓ Ils ont toutes les informations sur la procédure pour l'acquisition d'un terrain squ'à l'affectation. Les décisions qui sont prises en matière foncières sont correctement exécutées par la commission. ✓ Les enquêtés, n'ont jamais assisté à une désaffectation de terres dans les cuvettes.
Le Souci genre	
Accès au foncier	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les femmes ont tout à fait accès à la terre. ✓ Souvent, elles accèdent à la terre à titre individuelle par héritage, lég, prêt, etc. Mais, elles accèdent à la terre aussi par une demande d'affectation même si cela est rare dans la zone. <p>Leurs problèmes essentiels se résument à des contraintes de moyens matériels et financiers. les femmes n'ont pas souvent les moyens pour acquérir, mettre en valeur et exploiter une terre. Pour lutter contre ses difficultés, elles se regroupent en GPF ou GIE pour exploiter</p>

	<p>collectivement la terre.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans la CR, il existe des femmes chefs de ménages. Généralement, elles accèdent à ce statut après le décès de leurs maris ou suite au divorce. Dans ce cas, elle gère la terre avec ces enfants si elle en a. Sinon les frères de son mari l'aide à la gestion de ses terres. ✓ En outre, en matière foncière les autorités coutumières et administration tissent de très bonnes relations.
Responsabilisation / Positionnement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une femme n'a jamais dirigé une commission foncière à leur connaissance. ✓ Elles sont seulement membres du bureau de la commission foncière.
Capacitation organisation et	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Certaines conseillères ont bénéficié d'une formation concernant le domaine de la gestion foncière. Mais, il faudra élargir la formation pour les autres femmes. D'autres formations comme le renforcement de capacités, de la femme, gestion de microprojet, droit de la femme.
Aspects juridiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des enquêtés pensent que les femmes ont peu de connaissances des textes sur le foncier. ✓ Si les textes doivent être modifiés c'est dans le sens mieux renforcer le pouvoir des autorités coutumières dans l'administration foncière.

Rapport focus group Elus dans la collectivité locale de Guédé Village

Résumé des entretiens	
Date	Le 24 janvier 2011
Structure	Conseillers ruraux
1-1. Connaissances et outils	
Textes de loi sur le foncier : connaissance des textes	<p>Les conseillers ruraux interviewés connaissent la loi sur le domaine nationale, la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale et la charte sur le domaine irrigué. Ils appliquent les textes dans ils affectent la terre. En cas d'imprécision des textes, ont fait recours à quelqu'un maîtrise mieux les textes.</p> <p>La communauté rurale entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières de la zone en matière d'affectation de terre. En cas de problèmes, ils discutent avec les autorités coutumières jusqu'à trouver un consensus.</p> <p>La commission domaniale existe de façon permanente dans la CR.</p>
Maîtrise des textes	<p>La langue des textes de la loi n'est pas accessible par tous les conseillers ruraux. De plus, seulement quelques conseillers qui ont bénéficié d'une formation en alphabétisation, savent lire les textes en langue nationale. Pour la plupart les documents détenus par les autres acteurs ne sont pas accessibles par tous.</p>
Degrés de maîtrise et d'appropriation des textes	<p>Les textes sont difficiles à appliquer dans la communauté rurale surtout en matière de désaffectation de terres.</p>
1-2. Procédures et outils de gestion	

Maitrise des procédures d'affectation/désaffectation des terres	<p>Les autorités coutumières sont impliquées dans les procédures foncières avant la décision. Cela est lié au fait que les chefs de village sont des membres d'office.</p> <p>Toute affectation de terre est faite par délibération du conseil rural.</p> <p>La terre n'a jamais fait l'objet de désaffectation dans les cuvettes.</p> <p>La commission domaniale est composée d'un président, d'un secrétaire, d'un chargé de rédaction de rapport et des membres de bureau.</p> <p>Cette commission est confrontée à un problème de moyens matériels (transport, GPS, etc.).</p> <p>A la demande de la communauté rurale, les services du cadastre appuient les opérations foncières.</p> <p>On fait recours à des procédures coutumières dans l'affectation de terres.</p>
Les différents outils de gestion connus (POAS, CDI, registre foncier, etc.)	<p>Ils connaissent le POAS, le registre foncier. Ils ont participé à l'élaboration de ces outils. Ils servent à mieux gérer le foncier.</p> <p>Selon les conseillers, il ne faut pas modifier le POAS car ce dernier n'est pas encore entré en application. Le retard du POAS est causé par la SAED qui a reporté à plusieurs reprises les rencontres.</p> <p>Actuellement le seul outil présent est le registre foncier qui est tenu par le secrétaire. La date de constitution du registre n'est pas connue par les interviewés, mais ce dernier est mis à jour.</p> <p>Toutes les attributions opérées par les OP sont suivies par le conseil rural. La communauté rurale dispose de copies de documents fonciers.</p>
1-3. Institutions de gestion et d'administration des terres	
Les institutions compétentes	<p>Outre les conseillers ruraux et municipaux, seul l'Etat est compétent en matière d'administration foncière. La collectivité locale a collaboré avec les services du cadastre pour accompagner les processus du foncier.</p> <p>Ici, le CADL joue son rôle d'appui technique à la communauté rurale. De même, la SAED appui la collectivité dans beaucoup de domaines surtout dans l'élaboration du POAS et à la formation des animateur de zone du POAS.</p> <p>En outre, l'ARD reste le principal partenaire technique.</p> <p>Aucun chef coutumier n'a imposé à la CR des pratiques foncières.</p>
Rapports entre acteurs	<p>Sur le plan institutionnel, les rapports avec le sous-préfet sont corrects. Les approbations n'accusent pas de lenteurs.</p> <p>Les actes sur le foncier n'ont pas fait l'objet d'un déféré devant la justice.</p> <p>Il n'y a pas de GIC avec les autres collectivités locales environnantes.</p>
L'application de la loi et les pratiques	<p>La CR entretient une collaboration avec les autorités coutumières.</p> <p>Aucune différence n'a été constatée entre les deux autorités.</p> <p>La loi n'est pas totalement appliquée.</p>
Les conflits	<p>Il n'y a jamais eu de recours devant la collectivité, moins encore devant la justice.</p> <p>Aussi bien la collectivité que les chefs coutumiers jouent un rôle de juge dans le règlement de conflits.</p> <p>La négociation est le mode de règlement privilégié dans la zone.</p>

ANNEXE 9 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de Podor

Collectivité : Commune de	Podor
Région	Saint-Louis
Département	Podor
Nombre d'élus	46
Elus homme	30
Elus femmes	16
Jeunes	07
Agriculteurs	01
Eleveurs	00
Pêcheurs	00

Liste des élus Enquêtés

	Nom et Prénoms	Titre	Profession
10.	Wane Mamoudou	Conseiller municipal	Enseignant
11.	Wone Hamath	Conseiller municipal	Enseignant
12.	Wane Mame Dieynaba	Conseillère municipale	Enseignante
13.	Diallo Abdoulaye	Conseiller municipal	Fonctionnaire à la retraite
14.	Wane Houléye	Conseillère municipale	Enseignante
15.	Baby Tinna	Conseillère municipale	Ménagère
16.	Fall Saloum	Conseiller municipal	Enseignant
17.	Talla Khardiata	Conseillère municipale	Commerçante
18.	Ndiaye Mamadou	Conseiller municipal	Cultivateur
19.	Diongue Assane Elhadji	Conseiller municipal	Enseignant

Résumé d'un entretien	
Prénoms & Nom	Mamoudou WANE
Date	Lundi 10 janvier 2011
Titre et profession	Enseignant, Conseiller municipal
Les Elus et le Foncier	
Textes et administrations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'enquêté avoue être bien imprégné des textes de gestion foncière mais ne fait pas partie d'une commission de gestion foncière. ✓ A son avis la commission chargée de la gestion des domaines du moins la nouvelle équipe municipale exerce librement et correctement ses responsabilités. ✓ Les ressources humaines aptes à comprendre et appliquer librement ces textes qui régissent la gestion foncière font défaut. ✓ Même si la gestion foncière actuelle le satisfait, les textes de loi peuvent être améliorés en incitant les exploitants ou les ayant-droits à mieux exploiter leurs terres.
Renforcement des capacités des élus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'enquêté a participé à des activités de formation sur : le budget, les rôles et responsabilités des élus locaux, sur la planification, la santé,

	<p>etc. Les enseignements tirés de ces différentes séances ont été partagées avec les populations au sein des conseils de quartier et en inter-commission au niveau du conseil.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La formation sur les missions des différentes commissions a permis de renforcer ses compétences en matière de gestion foncière. ✓ Toutefois il souhaiterait avoir d'autres formations dans le domaine de la gestion foncière, en leadership mais aussi en informatique. ✓ La commune dispose d'un registre foncier bien entretenu entre les mains du conseil municipal et qui est bien annotés. ✓ Il dispose aussi d'une documentation en matière de gestion foncière qu'il partage avec ses autres collègues au besoin et par ailleurs les archives et documents existants sont bien conservés au niveau de la mairie et par les autres collègues.
Gestion démocratique de l'administration foncière	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il affirme participer pleinement aux décisions qui sont prise en matière foncière en inter-commission ; ✓ Les réunions du conseil sont régulières : session ordinaire tous les 3 mois et au besoin des sessions extraordinaires ; ✓ Les décisions en matière foncière sont prises en inter-commissions souvent en présence du préfet. ✓ Même s'il maîtrise toute la procédure pour l'acquisition d'un terrain jusqu'à l'affectation, il n'a jamais pu suivre une demande jusqu'à terme. Les décisions qui sont prises en matière foncières sont correctement exécutées par la commission. ✓ Cependant, il n'a jamais assisté ou entendu une désaffectation de terre dans les cuvettes de la zone.
Le Souci genre	
Accès au foncier	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les femmes ont accès à la terre. ✓ Elles ont accès à la terre à titre individuelle le plus souvent par héritage surtout dans la cuvette de Podor à défaut elles se constituent en groupement (GPF ou GIE) pour enclencher une demander une terre à exploiter collectivement. ✓ A titre individuel, les femmes sont souvent marginalisées dans l'accès au foncier à cause de la coutume et des traditions. La société toucouleur est une société « phalocrate », et les femmes n'ont pas souvent les moyens pour acquérir, entretenir et exploiter correctement une terre, ✓ Il existe des femmes chefs de ménages dans la localité, elles accèdent à se statut le plus souvent après le décès de leurs maris ou suite au divorce. ✓ En outre, entre autorités coutumières et administration des relations de respect et de collaboration sont de mises dans la gestion foncière.
Responsabilisation / Positionnement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ A sa connaissance, une femme n'a jamais dirigé une commission foncière ✓ Toutefois, le nouvel conseil municipal a à sa tête une femme qui a le dernier mot en matière de décision dans le conseil...
Capacitation et organisation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il n'a jamais été au courant d'une formation concernant spécifiquement le domaine de la gestion foncière, raison pour laquelle il conviendrait de faire un renforcement de capacité
Aspects juridiques	Les femmes avouent ne pas connaître les outils juridiques de sécurisation foncière.

- **Rapport focus group dans la commune de Podor**

Collectivité : Commune de	Podor
Région	Saint-Louis
Département	Podor
Commune	Podor
Nombre d'élus présents	05
Elus homme	05
Elus femmes	00

N°	Prénom et Nom	Structure	Contacts
01	Hamath WONE	Conseiller municipal	77 562 49 95
02	Mamadou WONE	Conseiller municipal	77 651 91 00
03	Boubacar NIASSE	Conseiller municipal	77 501 18 53
04	Moussa SOW	Conseiller municipal	77 371 33 57
05	El Hadji Assane NDIONGUE	Conseiller municipal	77 515 07 10

Résumé des entretiens	
Date	Le 23 janvier 2011
Structure	Conseillers municipaux
1-1. Connaissances et outils	
Textes de loi sur le foncier : connaissance des textes	<p>Les élus enquêtés connaissent bien les textes qui régissent le foncier. Lors du focus ils ont affirmé qu'ils connaissent la loi sur le domaine nationale, la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, la charte sur le domaine irrigué. Ils font appel à un expert en cas d'imprécision sur la loi.</p> <p>Il existe une relation et une concertation entre la collectivité locale et les autorités coutumières en matière d'affectation foncière. En effet, selon les conseillers, il n'y a jamais eu de conflits avec les autorités coutumières en matière d'affectation de terre.</p> <p>Il a toujours existé une commission en charge du foncier dans la ville.</p>
Maitrise des textes	<p>La langue des textes est accessible par plus de 80% des conseillers municipaux.</p> <p>Cependant, tous les conseillers qui ne savent pas lire les textes en français, les lisent en langue nationale. Certains ont subi des formations en alphabétisation. Ils ont accès aux documents détenus par d'autres acteurs.</p>
Degrés de maitrise et d'appropriation des textes	<p>Les conseillers affirment qu'il est difficile d'appliquer les textes par rapport à ce qui se fait actuellement dans la pratique surtout dans la partie consacrée aux jardinages.</p>
1-2. Procédures et outils de gestion	
Maitrise des procédures d'affectation/désaffectation des terres	<p>Les autres acteurs sont impliqués avant dans la décision d'affectation. Pour l'affectation des terres, il faut d'abord visiter la parcelle demandée, ensuite informer tous les conseillers, enfin ils délibèrent puis le préfet approuve. Le préfet est bien impliqué dans les procédures foncières.</p>

	<p>Ils n'ont pas encore désaffecté de terre dans le périmètre de la commune.</p> <p>La commission foncière est composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le maire ➤ Le vice-président ➤ Et les membres du bureau <p>Cette commission n'est pas assez équipée pour effectuer correctement sa mission. Les services des domaines et du cadastre accompagnent la commission foncière à la demande du conseil municipal.</p>
Les différents outils de gestion connus (POAS, CDI, registre foncier, etc.)	<p>A la mairie, les outils connus sont le plan urbanisme de détail (PUD), le plan directeur d'urbanisme (PDU) et le registre foncier. Ces mêmes outils sont utilisés dans la commune. Ces derniers servent de feuille de route et sont conservés à la mairie. Ils n'ont pas manifesté le besoin de modifier ces outils.</p> <p>Ils ignorent la date de constitution de ces outils, ni de ses dernières mises à jours. Ils disposent de copies de titres fonciers situés dans la commune.</p>
1-3. Institutions de gestion et d'administration des terres	
Les institutions compétentes	<p>Selon les interviewés, à part le conseil municipal, c'est l'Etat qui est compétent en matière d'administration foncière.</p> <p>Ils connaissent le rôle des services du domaine, du cadastre et de l'urbanisme. Ces derniers leurs accompagnent pour faire le bornage des parcelles, dans l'immatriculation et dans la délivrance de titres fonciers de terres attribuées.</p> <p>Cependant le CADL n'intervient pas dans la mairie.</p> <p>La SAED appuie la mairie dans l'encadrement et le conseil technique en administration du foncier. De même, le conseil régional et l'ARD sont des partenaires techniques de la commune de Podor.</p> <p>A leur connaissance, les autorités coutumières n'ont jamais imposé à la mairie des pratiques coutumières. Parfois, ils se concertent avec ces autorités dans les affectations de terre.</p> <p>Pour les conseillers présents la « sécurité foncière » c'est « diminuer les problèmes sur le foncier ».</p>
Rapports entre acteurs	<p>Il existe une parfaite collaboration avec le représentant de l'Etat en l'occurrence le préfet. Les approbations n'accusent pas de retard, ni de lenteur.</p> <p>En fait, aucun acte en matière foncière n'a jamais fait l'objet d'un déferé devant la justice. Il n'y a pas un GIC entre la mairie et la communauté rurale qui la ceinture (Guédé village). Toutefois ils ont manifesté le besoin de mettre en place un GIC avec Guédé village</p>
L'application de la loi et les pratiques	Ils n'ont pas encore rencontré de problèmes dans l'application de la loi sur le domaine nationale et celle de la décentralisation.
Les conflits	<p>Il y'a eu de recours devant la mairie pour une parcelle à usage d'habitation. Cette parcelle était l'objet d'une double affectation. Finalement la question a été réglée. Par contre, il n'y a pas eu de recours devant la justice pour des raisons foncières.</p> <p>Le mode de règlement privilégié dans la commune est la négociation et le dialogue entre acteurs.</p>

ANNEXE 10 : Rapport des enquêtes qualité dans la communauté rurale de DODEL

Collectivité : Communauté Rurale de	Dodel
Région	Saint-Louis
Département	Podor
Arrondissement	Gamadji Saré
Nombre d'élus présents	12
Elus homme	12
Elus femmes	00

N°	Prénom et Nom	Structure
01	Amadou THIAM	Conseiller rural
02	Ibrahim TALL	Conseiller rural
03	El Hadji DIALLO	Conseiller rural
04	Abdoul Amadou SOW	Conseiller rural
05	Hamath Salif SOW	Conseiller rural
06	Amadou Mamadou Ndiaye	Conseiller rural
07	Seydou Bodjel BA	Conseiller rural
08	Amadou Bassirou SOW	Conseiller rural
09	Boubacar LY	Conseiller rural
10	Mamadou Oumar BA	Conseiller rural
11	Aliou Idy BA	Conseiller rural
12	Amadou Abou BA	Conseiller rural

Résumé des entretiens	
Date	Le 24 janvier 2011
structures	Conseillers municipaux
Les Elus et le Foncier	
Textes et administrations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Certains conseillers interrogés affirment qu'ils sont bien imprégnés des textes régissent le foncier. Seulement quelques enquêtés font partie de la commission foncière. Les autres conseillers enquêtés n'en font pas partie. ✓ La commission foncière exerce librement et correctement son rôle. la commission en charge de la gestion foncière est confrontée à d'énormes difficultés logistiques : moyens de transports, cartographie des parcellaires, GPS. ✓ La majorité des membres de la commission n'a pas une bonne connaissance des textes ✓ La gestion actuelle du foncier leur satisfait.
Renforcement des capacités des élus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les enquêtés n'ont pas bénéficié de formation en administration foncière: seulement quelques-uns ont bénéficié de formation : comment affecter les terres, sur les orientations du budget, etc. Pour certains les formations reçus ont été bénéfiques pour tous les

	<p>participants.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ De ce fait, ils ont manifesté leur besoin en formation dans d'autres domaines tel que : rôle et responsabilité d'un conseiller rural, gestion foncière, etc. ✓ La CR dispose d'un registre foncier bien entretenu et bien conservé par l'ASCOM. ✓ Certains conseillers disposent d'une documentation en matière de gestion foncière. Les documents dont ils disposent sont traduits en pullar. Toutes les archives et documents existants sont bien conservés au niveau de la communauté rurale par l'assistant communautaire et par le vice-PCR.
Gestion démocratique de l'administration foncière	<ul style="list-style-type: none"> ✓ les interrogées affirment qu'ils participent pleinement et librement à toutes les décisions prises en matière foncière dans la communauté rurale. ✓ Le conseil rural organise régulièrement de réunions. Ces sont fonction des besoins : session ordinaire tous les 3 mois et au besoin des sessions extraordinaires ou des réunions d'information et/ou de sensibilisation. ✓ Toute action en matière foncière est prise en concertation et par délibération en présence du sous-préfet de Gamadji Saré. ✓ Ils ont toutes les informations sur la procédure pour l'acquisition de terre ...jusqu'à l'affectation. Les décisions qui sont prises en matière foncières sont correctement exécutées par la commission. ✓ Il n'y a jamais eu de désaffectation de terre dans les cuvettes.
Le Souci genre	
Accès au foncier	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les femmes accèdent à la terre. ✓ Souvent, elles accèdent à la terre à titre individuel par héritage, prêt, leg, etc. Mais, elles accèdent à la terre aussi par une demande d'affectation même si cela est rare dans la zone. Leurs problèmes essentiels se résument à des contraintes de moyens matériels et financiers. les femmes n'ont pas souvent les moyens pour acquérir, mettre en valeur et exploiter une terre. Pour lutter contre ses difficultés, elles se regroupent en GPF ou GIE pour exploiter collectivement la terre. ✓ Dans la CR, il existe des femmes chefs de ménages. Généralement, elles accèdent à se statut après le décès de leurs maris ou suite au divorce. Dans ce cas, elle gère la terre avec ces enfants si elle en a. Dans ce cas de figure, c'est l'aîné de la famille prend la décision sur la terre. ✓ En effet, il y'a une parfaite collaboration entre les autorités administratives et les autorités coutumières.

Responsabilisation Positionnement	/	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une femme n'a jamais dirigé une commission foncière à leur connaissance. ✓ Elles sont seulement membres du bureau de la commission foncière. Mais elles dirigent d'autres commissions.
Capacitation organisation	et	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Certaines femmes conseillères ont bénéficié d'une formation concernant la gestion foncière. Mais, il faudra élargir la formation pour les autres femmes. D'autres formations comme le renforcement de capacités, de la femme, gestion de microprojet, droit de la femme.
Aspects juridiques		<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des enquêtés pensent que les femmes ont peu de connaissances des textes sur le foncier. ✓ Pour si les textes doivent être modifiés c'est dans le sens mieux renforcer le pouvoir des autorités coutumières dans l'administration foncière. Pour d'autres, il ne faut pas modifier les textes mais mieux les expliquer au élus.

Rapport du Focus group dans la collectivité locale de DODEL

Résumé des entretiens	
Date	Le 24 janvier 2011
structures	Conseillers ruraux
1.1 Connaissances et outils	
Textes de loi sur le foncier : connaissance des textes	<p>Les conseillers ruraux interviewés connaissent la loi sur le domaine nationale, la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale et la charte sur le domaine irrigué. Ils appliquent les textes dans ils affectent la terre. En cas d'imprécision des textes, ont fait recours à quelqu'un maîtrise mieux les textes.</p> <p>La communauté rurale entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières de la zone en matière d'affectation de terre. En cas de problèmes, ils discutent avec les autorités coutumières jusqu'à trouver un consensus.</p> <p>La commission domaniale existe de façon permanente dans la CR.</p>
Maitrise des textes	<p>Les conseillers ruraux interviewés affirment que la langue des textes n'est accessible que par une partie des conseillers. En fait, certains élus lisent les textes traduits en pullar.ils n'ont pas subi aucune formation pour cela.</p> <p>Ils y'a des conseillers qui ne savent pas lire les textes en pullar encore moins français.</p>
Degrés de maitrise et d'appropriation des textes	Les autorités coutumières sont impliquées avant toute décision foncière.
1-2 Procédures et outils de gestion	
Maitrise des procédures d'affectation/désaffectation des terres	Toute affectation de terre doit faire l'objet d'une demande. A la suite de cette demande la commission domaniale en compagnie du chef de village de la zone étudient si la parcelle n'a pas fait l'objet

	<p>de litige. Après cette visite de terrain, le conseil rural en présence du sous-préfet de Gamadji Saré fait une délibération.</p> <p>A leur connaissance, une terre n'a jamais été désaffectée.</p> <p>La commission domaniale est composée ainsi suivant :</p> <p>Un président de commission, un vice-président, un secrétaire et les membres de bureau.</p> <p>Cette commission en charge du foncier n'est pas bien outillée pour faire correctement sa mission.</p> <p>Ils ont recours à des procédures coutumières dans l'affectation des terres dans la mesure où la majeure partie des demandes sont des régularisations.</p>
Les différents outils de gestion connus (POAS, CDI, registre foncier, etc.)	<p>Les outils connus sont : POAS et le registre foncier. En ce qui concerne le POAS, ils ont participé à son élaboration mais ils ont trouvé le registre foncier sur place. Ces deux outils cités ci-dessus sont utilisés et sont gardés dans la communauté rurale.</p> <p>Ils servent à gérer le foncier. Ils affirment qu'il ne faut pas changer le POAS car ils ne l'ont pas encore terminé.</p> <p>Le retard a été causé par la SAED. Le registre foncier a été mis en place en 1992 et il n'est pas mis à jours.</p> <p>Ils ne sont pas au courant de copies opérées par les OP transmis aux conseils.</p>
1-3 Institutions de gestion et d'administration des terres	
Les institutions compétentes	<p>A part le conseil rural et municipal, c'est l'Etat qui est compétent en administration foncière. Ils connaissent le rôle du cadastre et du domaine.</p> <p>Le CADL et la SAED leur appuient dans l'administration du foncier.</p> <p>L'ARD est aussi un partenaire technique.</p> <p>Aucun chef coutumier n'a imposé de pratique au conseil mais ils collaborent avec ces autorités pour l'affectation de terres.</p> <p>Selon les conseillers présents, la sécurité foncière c'est éviter les problèmes. La sécurisation foncière est belle et possible dans ce cas.</p>
Rapports entre acteurs	<p>Les rapports avec le sous-préfet sont très corrects. Les approbations ne tardent pas à la sous-préfecture.</p> <p>Ils ont un GIC avec la communauté rurale de Gamadji Saré. La surface concernée est de 2.600 ha situés à Wowae.</p>
L'application de la loi et les pratiques	<p>La communauté rurale entretient une bonne collaboration avec les autorités coutumières. Aucune différence n'a été constatée entre les chefs coutumiers et le conseil rural.</p> <p>La loi n'est pas totalement appliquée.</p>
Les conflits	<p>Il n'y a jamais eu de recours devant la collectivité, moins encore devant la justice.</p> <p>Aussi bien la collectivité que les chefs coutumiers jouent un rôle de juge dans le règlement de conflits.</p> <p>La négociation est le mode de règlement privilégié dans la zone.</p>

Annexe 11 : Répartition par collectivité locale de la « connaissance des outils par les acteurs » dans le département de Podor (selon base de données actuelle)

Ndiayène Pendao															
Population = 3448		Non	Oui	Si oui, répartition par catégorie socio-professionnelle											
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné
				1404	620	980	7	113	113	0	14	16	169	12	0
Acteurs	Conseil rural	899	2549	1159	384	667	4	113	61	0	14	13	122	12	0
	Commission Domaniale	1523	1925	948	320	432	0	24	49	0	14	13	113	12	0
	Sous-Préfet	865	2583	1162	399	653	3	109	80	0	14	13	138	12	0
	CADL	2456	992	542	63	250	0	24	5	0	14	0	87	7	0
	Chef de village	171	3277	1371	579	918	7	113	94	0	14	16	153	12	0
	Conseil municipal	2612	836	384	58	212	0	82	21	0	14	1	57	7	0
Outils	POAS	2538	910	502	87	185	0	6	26	0	14	1	82	7	0
	CDI	2742	706	479	38	123	0	2	3	0	14	1	46	0	0
	Registre Foncier	2808	640	393	67	95	0	6	27	0	14	0	38	0	0
	Délibération du Conseil rural	2350	1098	580	112	250	0	11	29	0	14	6	89	7	0
	Autorisation d'occuper	2806	642	413	42	91	0	2	26	0	14	3	51	0	0
	Titre Foncier	2672	776	414	61	195	0	4	13	0	14	0	68	7	0
	Bail par l'état	3310	138	61	26	13	0	0	1	0	14	0	23	0	0
	Droit de superficie	3304	144	61	29	16	0	0	1	0	14	0	23	0	0

Population = 3448		Non	Oui	Sur l'ensemble des personnes d'une catégorie socio-professionnelle donnée, pourcentage de personnes ayant répondu OUI											
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné
				40,7%	18,0%	28,4%	0,2%	3,3%	3,3%	0,0%	0,4%	0,5%	4,9%	0,3%	0,0%
Acteurs	Conseil rural	26,1%	73,9%	82,5%	61,9%	68,1%	57,1%	100,0%	54,0%	Pas d'échantillon	100,0%	81,3%	72,2%	100,0%	Pas d'échantillon
	Commission Domaniale	44,2%	55,8%	67,5%	51,6%	44,1%	0,0%	21,2%	43,4%	Pas d'échantillon	100,0%	81,3%	66,9%	100,0%	Pas d'échantillon
	Sous-Préfet	25,1%	74,9%	82,8%	64,4%	66,6%	42,9%	96,5%	70,8%	Pas d'échantillon	100,0%	81,3%	81,7%	100,0%	Pas d'échantillon
	CADL	71,2%	28,8%	38,6%	10,2%	25,5%	0,0%	21,2%	4,4%	Pas d'échantillon	100,0%	0,0%	51,5%	58,3%	Pas d'échantillon
	Chef de village	5,0%	95,0%	97,6%	93,4%	93,7%	100,0%	100,0%	83,2%	Pas d'échantillon	100,0%	100,0%	90,5%	100,0%	Pas d'échantillon
	Conseil municipal	75,8%	24,2%	27,4%	9,4%	21,6%	0,0%	72,6%	18,6%	Pas d'échantillon	100,0%	6,3%	33,7%	58,3%	Pas d'échantillon
Outils	POAS	73,6%	26,4%	35,8%	14,0%	18,9%	0,0%	5,3%	23,0%	Pas d'échantillon	100,0%	6,3%	48,5%	58,3%	Pas d'échantillon
	CDI	79,5%	20,5%	34,1%	6,1%	12,6%	0,0%	1,8%	2,7%	Pas d'échantillon	100,0%	6,3%	27,2%	0,0%	Pas d'échantillon
	Registre Foncier	81,4%	18,6%	28,0%	10,8%	9,7%	0,0%	5,3%	23,9%	Pas d'échantillon	100,0%	0,0%	22,5%	0,0%	Pas d'échantillon
	Délibération du Conseil rural	68,2%	31,8%	41,3%	18,1%	25,5%	0,0%	9,7%	25,7%	Pas d'échantillon	100,0%	37,5%	52,7%	58,3%	Pas d'échantillon
	Autorisation d'occuper	81,4%	18,6%	29,4%	6,8%	9,3%	0,0%	1,8%	23,0%	Pas d'échantillon	100,0%	18,8%	30,2%	0,0%	Pas d'échantillon
	Titre Foncier	77,5%	22,5%	29,5%	9,8%	19,9%	0,0%	3,5%	11,5%	Pas d'échantillon	100,0%	0,0%	40,2%	58,3%	Pas d'échantillon
	Bail par l'état	96,0%	4,0%	4,3%	4,2%	1,3%	0,0%	0,0%	0,9%	Pas d'échantillon	100,0%	0,0%	13,6%	0,0%	Pas d'échantillon
	Droit de superficie	95,8%	4,2%	4,3%	4,7%	1,6%	0,0%	0,0%	0,9%	Pas d'échantillon	100,0%	0,0%	13,6%	0,0%	Pas d'échantillon
Population = 3448		Non	Oui	Sur l'ensemble des personnes ayant répondu OUI, pourcentage par catégorie socio-professionnelle											
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné
				40,7%	18,0%	28,4%	0,2%	3,3%	3,3%	0,0%	0,4%	0,5%	4,9%	0,3%	0,0%
Acteurs	Conseil rural	26,1%	73,9%	45,5%	15,1%	26,2%	0,2%	4,4%	2,4%	0,0%	0,5%	0,5%	4,8%	0,5%	0,0%
	Commission Domaniale	44,2%	55,8%	49,2%	16,6%	22,4%	0,0%	1,2%	2,5%	0,0%	0,7%	0,7%	5,9%	0,6%	0,0%
	Sous-Préfet	25,1%	74,9%	45,0%	15,4%	25,3%	0,1%	4,2%	3,1%	0,0%	0,5%	0,5%	5,3%	0,5%	0,0%
	CADL	71,2%	28,8%	54,6%	6,4%	25,2%	0,0%	2,4%	0,5%	0,0%	1,4%	0,0%	8,8%	0,7%	0,0%
	Chef de village	5,0%	95,0%	41,8%	17,7%	28,0%	0,2%	3,4%	2,9%	0,0%	0,4%	0,5%	4,7%	0,4%	0,0%
	Conseil municipal	75,8%	24,2%	45,9%	6,9%	25,4%	0,0%	9,8%	2,5%	0,0%	1,7%	0,1%	6,8%	0,8%	0,0%
Outils	POAS	73,6%	26,4%	55,2%	9,6%	20,3%	0,0%	0,7%	2,9%	0,0%	1,5%	0,1%	9,0%	0,8%	0,0%
	CDI	79,5%	20,5%	67,8%	5,4%	17,4%	0,0%	0,3%	0,4%	0,0%	2,0%	0,1%	6,5%	0,0%	0,0%
	Registre Foncier	81,4%	18,6%	61,4%	10,5%	14,8%	0,0%	0,9%	4,2%	0,0%	2,2%	0,0%	5,9%	0,0%	0,0%
	Délibération du Conseil rural	68,2%	31,8%	52,8%	10,2%	22,8%	0,0%	1,0%	2,6%	0,0%	1,3%	0,5%	8,1%	0,6%	0,0%
	Autorisation d'occuper	81,4%	18,6%	64,3%	6,5%	14,2%	0,0%	0,3%	4,0%	0,0%	2,2%	0,5%	7,9%	0,0%	0,0%
	Titre Foncier	77,5%	22,5%	53,4%	7,9%	25,1%	0,0%	0,5%	1,7%	0,0%	1,8%	0,0%	8,8%	0,9%	0,0%
	Bail par l'état	96,0%	4,0%	44,2%	18,8%	9,4%	0,0%	0,0%	0,7%	0,0%	10,1%	0,0%	16,7%	0,0%	0,0%
	Droit de superficie	95,8%	4,2%	42,4%	20,1%	11,1%	0,0%	0,0%	0,7%	0,0%	9,7%	0,0%	16,0%	0,0%	0,0%

Dodel															
Population = 42		Non	Oui	Si oui, répartition par catégorie socio-professionnelle											
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné
				15	0	24	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Acteurs	Conseil rural	17	25	12	0	10	0	0	0	0	0	3	0	0	0
	Commission Domaniale	10	32	9	0	20	0	0	0	0	0	3	0	0	0
	Sous-Préfet	2	40	14	0	23	0	0	0	0	0	3	0	0	0
	CADL	18	24	9	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Chef de village	0	42	15	0	24	0	0	0	0	0	3	0	0	0
	Conseil municipal	31	11	6	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Outils	POAS	17	25	6	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CDI	31	11	6	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Registre Foncier	36	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Délibération du Conseil rural	27	15	12	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
	Autorisation d'occuper	22	20	6	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Titre Foncier	22	20	6	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bail par l'état	21	21	6	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Droit de superficie	36	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Population = 42				Sur l'ensemble des personnes d'une catégorie socio-professionnelle donnée, pourcentage de personnes ayant répondu OUI											
		Non	Oui	Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné
				35,7%	0,0%	57,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Acteurs	Conseil rural	40,5%	59,5%	80,0%	Pas d'échantillon	41,7%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Commission Domaniale	23,8%	76,2%	60,0%	Pas d'échantillon	83,3%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Sous-Préfet	4,8%	95,2%	93,3%	Pas d'échantillon	95,8%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	CADL	42,9%	57,1%	60,0%	Pas d'échantillon	62,5%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Chef de village	0,0%	100,0%	100,0%	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Conseil municipal	73,8%	26,2%	40,0%	Pas d'échantillon	20,8%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
Outils	POAS	40,5%	59,5%	40,0%	Pas d'échantillon	79,2%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	CDI	73,8%	26,2%	40,0%	Pas d'échantillon	20,8%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Registre Foncier	85,7%	14,3%	40,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Délibération du Conseil rural	64,3%	35,7%	80,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Autorisation d'occuper	52,4%	47,6%	40,0%	Pas d'échantillon	58,3%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Titre Foncier	52,4%	47,6%	40,0%	Pas d'échantillon	58,3%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Bail par l'état	50,0%	50,0%	40,0%	Pas d'échantillon	62,5%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Droit de superficie	85,7%	14,3%	40,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
Population = 42				Sur l'ensemble des personnes ayant répondu OUI, pourcentage par catégorie socio-professionnelle											
		Non	Oui	Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné
				35,7%	0,0%	57,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Acteurs	Conseil rural	40,5%	59,5%	48,0%	0,0%	40,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	12,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Commission Domaniale	23,8%	76,2%	28,1%	0,0%	62,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	9,4%	0,0%	0,0%	0,0%
	Sous-Préfet	4,8%	95,2%	35,0%	0,0%	57,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,5%	0,0%	0,0%	0,0%
	CADL	42,9%	57,1%	37,5%	0,0%	62,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Chef de village	0,0%	100,0%	35,7%	0,0%	57,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,1%	0,0%	0,0%	0,0%
	Conseil municipal	73,8%	26,2%	54,5%	0,0%	45,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Outils	POAS	40,5%	59,5%	24,0%	0,0%	76,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	CDI	73,8%	26,2%	54,5%	0,0%	45,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Registre Foncier	85,7%	14,3%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Délibération du Conseil rural	64,3%	35,7%	80,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	20,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Autorisation d'occuper	52,4%	47,6%	30,0%	0,0%	70,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Titre Foncier	52,4%	47,6%	30,0%	0,0%	70,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Bail par l'état	50,0%	50,0%	28,6%	0,0%	71,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Droit de superficie	85,7%	14,3%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Gamadjj Sarré																	
Population = 52		Non	Oui	Si oui, répartition par catégorie socio-professionnelle													
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné		
				32	0	12	1	0	4	0	1	1	1	0	0		
Acteurs	Conseil rural	18	34	19	0	8	1	0	4	0	1	1	0	0	0		
	Commission Domaniale	28	24	12	0	7	0	0	4	0	0	1	0	0	0		
	Sous-Préfet	16	36	21	0	9	0	0	4	0	1	1	0	0	0		
	CADL	43	9	8	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Chef de village	3	49	29	0	12	1	0	4	0	1	1	1	0	0		
	Conseil municipal	41	11	6	0	3	1	0	0	0	0	1	0	0	0		
Outils	POAS	43	9	8	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	CDI	43	9	8	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Registre Foncier	45	7	5	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Délibération du Conseil rural	42	10	8	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0		
	Autorisation d'occuper	43	9	6	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0		
	Titre Foncier	43	9	6	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0		
	Bail par l'état	50	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Droit de superficie	51	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		

Population = 52				Sur l'ensemble des personnes d'une catégorie socio-professionnelle donnée, pourcentage de personnes ayant répondu OUI												
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné	
				61,5%	0,0%	23,1%	1,9%	0,0%	7,7%	0,0%	1,9%	1,9%	1,9%	0,0%	0,0%	
Acteurs	Conseil rural	34,6%	65,4%				100,0%	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	100,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Commission Domaniale	53,8%	46,2%				0,0%	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	0,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Sous-Préfet	30,8%	69,2%				0,0%	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	100,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	CADL	82,7%	17,3%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	0,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Chef de village	5,8%	94,2%				100,0%	Pas d'échantillon	100,0%	Pas d'échantillon	100,0%	100,0%	100,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Conseil municipal	78,8%	21,2%				100,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
Outils	POAS	82,7%	17,3%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	0,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	CDI	82,7%	17,3%				100,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	0,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Registre Foncier	86,5%	13,5%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	0,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Délégation du Conseil rural	80,8%	19,2%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Autorisation d'occuper	82,7%	17,3%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Titre Foncier	82,7%	17,3%				100,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	100,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Bail par l'état	96,2%	3,8%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	0,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
	Droit de superficie	98,1%	1,9%				0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	Pas d'échantillon	0,0%	0,0%	0,0%	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon	Pas d'échantillon
Population = 52				Sur l'ensemble des personnes ayant répondu OUI, pourcentage par catégorie socio-professionnelle												
				Agriculteur	Eleveur	Agro-pasteur	Pêcheur	Agro-pêcheur	Commerçant	Industriel	Fonctionnaire	Transporteur	Autres	Artisans	Non renseigné	
				61,5%	0,0%	23,1%	1,9%	0,0%	7,7%	0,0%	1,9%	1,9%	1,9%	0,0%	0,0%	
Acteurs	Conseil rural	34,6%	65,4%				2,9%	0,0%	11,8%	0,0%	2,9%	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Commission Domaniale	53,8%	46,2%				0,0%	0,0%	16,7%	0,0%	0,0%	4,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Sous-Préfet	30,8%	69,2%				0,0%	0,0%	11,1%	0,0%	2,8%	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	CADL	82,7%	17,3%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Chef de village	5,8%	94,2%				2,0%	0,0%	8,2%	0,0%	2,0%	2,0%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Conseil municipal	78,8%	21,2%				9,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	9,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Outils	POAS	82,7%	17,3%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	CDI	82,7%	17,3%				11,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Registre Foncier	86,5%	13,5%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Délégation du Conseil rural	80,8%	19,2%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	10,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Autorisation d'occuper	82,7%	17,3%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	11,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Titre Foncier	82,7%	17,3%				11,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	11,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Bail par l'état	96,2%	3,8%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Droit de superficie	98,1%	1,9%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

ANNEXE12 : Modules de formation -CIFA

A. Formations aux métiers de l'agriculture à l'intention des agents de développement

1. Module de formation de Conseillers agricoles
2. Module de formation de managers d'équipes de conseillers agricoles
3. Module de formation de formateurs
4. Module de formation d'animateurs de développement agricole dans les OP
5. Module de formation d'animateurs de développement local
6. Module de formation d'animateurs Plan Occupation et Affectation des Sols
7. Module de formation pour la compréhension des grands axes d'élaboration des politiques agricoles
8. Module de formation chaîne de valeur et contractualisation entre acteurs.

B. Formations à l'intention des responsables d'organisations paysannes

1. L'organisation professionnelle agricole.
2. Organisation et fonctionnement dans les organisations
3. Communiquer à l'intérieur de l'organisation
4. Gestion administrative des organisations paysannes
5. Gestion financière des organisations paysannes
6. Gérer une entreprise de travaux agricoles
7. Gérer un grand périmètre irrigué
8. Planification et programmation des activités dans les OP
9. La communication avec les producteurs ruraux
10. Formation de responsables locaux
11. Prise de parole en public
12. Plaidoirie.
13. L'approche développement local et la gestion du POAS par les élus locaux
14. L'histoire des organisations paysannes
15. Rôles et responsabilités dans les organisations paysannes
16. Vie démocratique dans les organisations paysannes.
17. Compréhension des principes et fondamentaux des politiques agricoles

C. Modules de formation à l'intention des membres des organisations paysannes

1. Analyse du milieu (portrait) dans une perspective d'identifier un projet
2. Histoire et contexte de création des organisations paysannes
3. Citoyenneté paysanne
4. Elaboration de projet
5. Gestion de l'exploitation agricole.

D. Journées professionnelles thématiques et ateliers de formation pour publics mixtes

1. Journées professionnelles maraîchage

2. Journées professionnelles lait
3. Journées professionnelles pesticides
4. Journées professionnelle machinisme agricole
5. Journées professionnelles tomate industrielle
6. Journées professionnelles riz irrigué
7. Journées professionnelles semences
8. Journées professionnelles alimentation du bétail : comment optimiser l'irrigation au profit de l'élevage
9. Journées professionnelles sur l'organisation professionnelle et le développement de l'élevage
10. Atelier de formation sur l'ingénierie de la formation
11. Atelier de formation sur les interprofessions agricoles
12. Atelier de formation sur le conseil agricole : quelles conditions créer pour développer le métier de conseiller agricole